

Bimensuel favorisant la pensée indépendante, l'éthique et la responsabilité

Pour le respect et la promotion du droit international, du droit humanitaire et des droits humains

Edition française du journal *Zeit-Fragen*

Exemple de la Corée du Nord: pourquoi la prolifération nucléaire?

par Jacques Sapir*



Jacques Sapir
(photo wikipedia)

Le nouvel essai nucléaire réalisé par la Corée du Nord, venant après des essais répétés de missiles à moyenne, et peut-être à longue portée, souligne une fois de plus les incohérences de la position des Nations-Unies sur la prolifération nucléaire. Et pourtant, cette position se fondait, du moins initialement, sur un constat logique: il y a un intérêt de l'ensemble des pays, qu'ils soient dotés de l'arme nucléaire ou pas, à limiter le nombre de pays disposant d'un arsenal nucléaire opérationnel. Mais, cette position de fond, qui sous-tend le traité de non-prolifération, ne peut être défendue que si l'ensemble des pays, et à commencer par les plus puissants, respectent les règles internationales. Or, et ce depuis le début des années 1990, un pays en particulier – les Etats-Unis pour le nommer – s'est à plusieurs reprises affranchi de ces règles. On a pu le constater, du Kosovo à l'Irak. La subversion de l'ordre international que ce comportement a impliqué a conduit à une grande incertitude en ce qui concerne l'ordre international, qui a tendu à être de plus en plus régi par le principe de «la loi du plus fort». Dans ces conditions, on ne doit pas s'étonner de ce que certains pays cherchent à se doter d'armes nucléaires opérationnelles.

Ceci souligne le lien qui existe, mais que nombre de dirigeants ne veulent pas reconnaître, entre la subversion du droit international et les tendances à la prolifération nucléaire. Cette dernière pose un véritable problème, et en premier lieu parce que le «coût d'entrée» du nucléaire militaire tend aujourd'hui à fortement baisser. Un certain nombre de techniques, et de technologies, non seulement nucléaires mais aussi concernant les missiles balistiques, sont devenues plus accessibles. Aussi ne peut-on plus, aujourd'hui, considérer que l'acquisition de systèmes d'armes nucléaires serait hors de portée de puissances dites «moyennes». C'est bien le problème qui est posé, que ce soit par la Corée du Nord ou, dans une moindre mesure, par le programme nucléaire iranien. Mais, on ne règlera ce problème qu'en intervenant à sa source, c'est à dire à l'instabilité des relations internationales issue du non-respect de la règle de droit.

Le début de la prolifération

Le phénomène de prolifération nucléaire s'est fortement accéléré depuis les années 1970 et plusieurs pays se sont dotés d'armes nucléaires, au-delà du «club des 5» représenté par les puissances du Conseil de Sécurité, soit les Etats-Unis, la Russie, la Grande Bretagne, la France et la Chine (par ordre d'accession à l'arme nucléaire).

* Jacques Sapir, né en 1954, est un économiste français. Il a enseigné à l'Université de Paris-X Nanterre. Depuis 1996, il est directeur d'études à l'EHESS (*Ecole des hautes études en sciences sociales*) et dirige dans le cadre de cette institution le département CEMI (*Centre d'études des modes d'industrialisation*). Sapir est un expert de l'économie russe et des questions stratégiques. En octobre 2016, il a été élu membre (à titre étranger) de l'Académie des Sciences de Russie. Il est auteur d'un grand nombre de livres et d'articles.

«Or, et ce depuis le début des années 1990, un pays en particulier – les Etats-Unis pour le nommer – s'est à plusieurs reprises affranchi de ces règles [internationales]. On a pu le constater, du Kosovo à l'Irak. La subversion de l'ordre international que ce comportement a impliqué a conduit à une grande incertitude en ce qui concerne l'ordre international, qui a tendu à être de plus en plus régi par le principe de «la loi du plus fort». Dans ces conditions, on ne doit pas s'étonner de ce que certains pays cherchent à se doter d'armes nucléaires opérationnelles.»

Les deux premiers «proliférateurs» ont été l'Inde et Israël. Pour le cas de l'Inde, il s'agissait, initialement, de répondre à la montée vers le nucléaire de la Chine. Pendant plusieurs années, l'Inde s'est contenté de démontrer un «capacité» nucléaire avec la détonation d'un «dispositif», soit d'une bombe qui n'était nullement militarisée, en 1974. Devant la menace que représentait, d'un point de vue Indien, les essais pakistanais, l'Inde devait procéder 24 ans plus tard, le 11 et 13 mai 1998, et ce alors que l'Inde n'était pas encore signataire du *Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires* (TNP) de nouveaux essais, cette fois clairement militaires. Ces essais comprirent alors l'explosion de plusieurs bombes. Il y eut le 11 mai trois essais, testant la bombe A et la bombe H, et, le 13 mai, deux autres essais utilisant des petites charges: «L'Inde a ainsi démontré qu'elle était compétente dans toute la gamme des armes nucléaires, tant en termes de puissance que de miniaturisation.»¹ L'Inde disposerait aujourd'hui d'un arsenal comprenant de 30 à 150 charges nucléaires militaires, ainsi que de missiles capables de les porter.

Israël s'est lancé, dès la fin des années 1950, dans une course à l'armement nucléaire, avec l'aide initiale de la France (de 1956 à 1961), puis des Etats-Unis et de l'Afrique du Sud.² Un test a eu lieu en Afrique du Sud en 1979, presque certainement suite à la coopération entre les deux pays. Elle dispose aujourd'hui de plusieurs centaines d'armes (entre 150 et 400), qui peuvent être lancées que ce soit par missiles (le *Jéricho*), par avions, ou depuis des

sous-marins diésels-électriques équipés de missiles de croisière. Une *omerta* importante continue de régner sur le programme nucléaire israélien dans les milieux politiques puisque, encore en 2015, le Président *François Hollande*, contre toute évidence, a prétendu qu'Israël ne disposait pas de l'arme nucléaire.³ La relative facilité avec laquelle Israël a pu se doter d'un important arsenal nucléaire a, bien entendu, encouragé d'autres pays à suivre son exemple.

Les «proliférateurs tardifs»

Les pays qui ont suivi l'exemple d'Israël et de l'Inde sont donc le Pakistan, l'Afrique du Sud, et la Corée du Nord.

Le Pakistan s'est lancé dans un programme nucléaire, avec des financements saoudiens, à la suite de l'essai nucléaire indien. Le Pakistan a commencé à communiquer sur ce point à la fin des années 1980. Ce programme a donné lieu à une série de tests en mai 1998. Aujourd'hui, le Pakistan dispose d'environ 300 armes nucléaires et de fusées à moyenne portée ciblant essentiellement l'Inde.⁴ Il est possible que l'Arabie Saoudite ait obtenu le «droit» de récupérer certaines des ogives si elle en faisait la demande. Très clairement, le programme pakistanais est vu, depuis l'Iran, comme celui qui a donné naissance à une bombe «sunnite».

L'Afrique du Sud avait développé un programme nucléaire en coopération avec Israël comme précédemment mentionné. Le gouvernement de *de Klerk* et celui de *Nelson Mandela*, ont donné leur accord pour que ce programme soit démantelé. Les matières fissiles et les bombes (3 à 5) existantes ont été

transférées aux Etats-Unis pour y être démantelées. L'Afrique du Sud est, actuellement, le seul pays ayant délibérément renoncé à l'arme nucléaire après s'en être doté.

La Corée du Nord semble mener un programme nucléaire depuis 1989. Elle s'est officiellement retiré du *Traité de non-prolifération des armes nucléaires* (TNP) eu début de 2003, et a réalisé son premier essai en 2006. Elle reste cependant loin des capacités d'Israël, de l'Inde ou du Pakistan en matière de nombre d'armes, puisque l'on considère qu'elle ne disposerait que de 10 à 15 armes, avec la capacité de monter à 30 d'ici 3 ans. Le programme nord-coréen apparaît clairement comme «défensif» dans le sens stratégique, dans la mesure où il sert essentiellement au gouvernement de la Corée du Nord à obtenir la sanctuarisation de son territoire.⁵ L'usage «politique» de ce programme est rendu évident par les longues négociations qui ont eue lieu dans les années 1990 et les années 2000. Il est donc assez étonnant que, dans ce contexte, on fasse autant de bruit autour de ce programme qui s'avère en réalité bien plus limité, et bien moins «opérationnel» que les programmes d'Israël, de l'Inde et du Pakistan.

Pourquoi prolifère-t-on?

D'autres pays ont la capacité d'accéder, à un moment ou à un autre, à l'arme nucléaire. C'est évidemment le cas de l'Iran, qui prétend qu'elle n'a qu'un programme civil, mais qui pourrait, dans un délai de quelques années basculer ce programme vers des fins militaires, mais aussi la Brésil et l'Argentine.

La question du nucléaire doit donc être abordée à la fois en tenant compte des capacités techniques et économiques d'un pays, mais aussi de sa perception du risque international et de l'impact de son programme sur les pays qui l'entourent. Il est évident que le Pakistan a réagi à l'essai Indien, essai qui était lui-même une réaction au développement par la Chine de son propre programme. De même, la volonté *potentielle* de l'Iran de se doter de l'arme nucléaire ne s'explique en réalité que par le développement du programme israélien et du programme pakistanais, dans le cadre d'une course à la dissuasion entre l'Iran et l'Arabie saoudite.

Suite page 2

Prix Nobel de la Paix 2017 attribué à la Campagne internationale pour abolir les armes nucléaires

hd. L'organisation internationale ICAN basée à Genève a obtenu cette année le prix Nobel de la Paix pour son engagement contre les armes nucléaires. Le président du Comité Nobel norvégien, *Berit Reiss Andersen*, a déclaré, entre autres, que le prix avait été attribué à l'organisation ICAN parce que celle-ci mettait en garde contre les conséquences catastrophiques pour l'humanité de toute utilisation des armes nucléaires. Dans le contexte des tensions régnant actuellement au sujet de la Corée du Nord, la remise du prix a obtenu une actualité bouleversante.

ICAN a lancé une campagne internationale pour la promotion d'une conven-

tion mondiale interdisant les armes nucléaires. En juillet 2017, 122 Etats membres de l'ONU ont approuvé au sein de l'ONU un accord correspondant (cf. *Horizons et débats* n° 19 du 7/8/17). Depuis le 20 septembre, la convention est prête à être signée. Elle entrera en vigueur dès que 50 Etats l'auront ratifiée. Par leur signature, les signataires soutiennent un appel moral.

Le but d'ICAN est de rendre le monde entier attentif aux dangers que représentent les 27 000 armes nucléaires existantes. Ainsi, ICAN remet sur la table un débat fondamental. Comment peut-on convaincre aussi les puissances nucléaires pour des efforts systématiques en faveur

du désarmement? La question reste en suspens, mais elle attire encore et toujours l'attention du public.

ICAN (*International Campaign to Abolish Nuclear Weapons*) est une coalition internationale d'organisations non gouvernementales. Actuellement, plus de 440 organisations partenaires dans 98 pays du monde y sont actives. Les organisations partenaires d'ICAN représentent de nombreux intérêts communs: ce sont des organisations s'engageant pour la paix, pour les droits de l'homme et pour les questions humanitaires ou environnementales. (cf. <http://icanfrance.org>)

(Traduction Horizons et débats)

«Exemple de la Corée du Nord ...»

suite de la page 1

Si la prolifération aurait pu être limitée dans le cas de la Chine et de l'Inde, on voit bien que le programme nucléaire israélien a joué, et continue de jouer, un rôle déstabilisateur majeur. De ce point de vue, une large partie de cette déstabilisation ne vient pas tant du programme lui-même que de la volonté du gouvernement israélien et des autres puissances de faire silence sur ce programme. Si un proliférateur assumé et affirmé, disant explicitement qu'il possède l'arme nucléaire et quel serait sa «doctrine d'emploi» peut être contrôlé dans un cadre de relations internationales, il n'en va pas de même avec le «proliférateur discret» qui se refuse à évoquer son programme.

Le rôle de la subversion du droit international par les États-Unis

Il faut donc revenir sur les conséquences de la politique des États-Unis, du Kosovo à l'Irak, et sur la subversion du cadre des relations internationales qu'elle a provoquée. L'intervention américaine en Irak en particulier, et on le voit bien actuellement dans la délicate question du nucléaire iranien, a sapé les bases juridiques des grands accords mondiaux et, d'une certaine manière, détruit les fondements du monde post-guerre froide que l'on annonçait en 1991.

Les Nations unies qui, pour imparfaites qu'elles aient été restaient un instrument essentiel de gestion des conflits, en ont été durablement affaibli. Le TNP a largement perdu de sa crédibilité devant l'agression délibérée dont fut victime un pays, l'Irak, qui en avait pourtant respecté les termes et ce alors que d'autres pays ne respectaient pas le TNP. Or ce point est d'autant plus important que la question de la prolifération était ouvertement posée par la fin de l'URSS en 1991. On pouvait l'identifier comme l'un des problèmes majeurs du XXI^e siècle à venir, au point de se demander si, mieux que le TNP, un «statut du proliférateur» qui aurait été un cadre contraignant *mais stratégiquement ouvert* n'aurait pas été une réponse à la fois moralement plus légitime et matériellement plus efficace.⁶

Les élites politiques occidentales se sont refusé à cette solution et ont voulu faire du TNP un instrument majeur du monde post-1991. De ce point de vue, et on le mesure désormais dans la relation avec l'Iran, l'attaque américaine contre l'Irak alors que ce dernier pays avait bien rempli ses obligations de désarmement a dévalorisé dramatiquement le TNP et laissé les relations internationales ouvertes à l'arbitraire, une situation qui ne peut que légitimement conduire d'autres pays à vouloir se doter des moyens de la dissuasion nucléaire.

Rappelons ici que les États-Unis, à partir de 2001, démantelaient unilatéralement un certain nombre d'accords qui avaient garanti la stabilité durant la guerre froide et en particulier le *Traité ABM* [ABM pour *Anti-Ballistic Missile*], dont l'importance pour la Russie ne doit pas être sous-estimée.⁷ De l'autre, ils menaient une politique pour le moins complaisante vis-à-vis du régime des Talibans en

«Tant qu'un pays pourra se sentir à terme visé par le «colonialisme humanitaire» et son corollaire la «guerre humanitaire», il cherchera à bon droit à s'en prémunir par tous les moyens. C'est au contraire en rétablissant le principe de la souveraineté dans toute sa force, comme il figurait dans la Charte des Nations unies en 1945, que l'on pourra réellement s'opposer au processus de prolifération des armes nucléaires.»

Afghanistan, en dépit des informations qui permettraient de prouver que ce pays était devenu une des bases arrière du terrorisme islamiste et de la déstabilisation de l'Asie centrale. Cette complaisance était largement dictée par la volonté des États-Unis, à cette époque, de pénétrer vers les régions pétrolières d'Asie centrale.

Il y a dix ans : le discours de V. Poutine à Munich

Le discours qui fut prononcé par le président *Vladimir Poutine* en février 2007 à Munich, dans le cadre de la conférence sur la sécurité en Europe, mérite alors d'être analysé avec précision. Dix ans après qu'il ait été prononcé, il garde une étonnante actualité. Poutine s'exprime sur le fond de la nature des relations internationales. Qu'il en ait éprouvé le besoin, alors qu'il aurait pu agir et se taire, indique la conscience au moins diffuse d'une crise dangereuse des représentations des relations internationales qui commence alors à se manifester, crise par rapport à laquelle il importait de prendre date. En ce sens, ce discours fut une contribution essentielle au débat et à la compréhension des années à venir.

Il s'agit donc d'un texte programmatique. En un sens, Vladimir Poutine est le dirigeant politique qui a certainement tiré avec le plus de cohérence les leçons de ce qui s'est joué entre 1991 et 2005. Deux points importants s'en dégagent, la constatation de l'échec d'un monde unipolaire et la condamnation de la tentative de soumettre le droit international au droit anglo-américain : «J'estime que le modèle unipolaire n'est pas seulement inadmissible pour le monde contemporain, mais qu'il est même tout à fait impossible. Non seulement parce que, dans les conditions d'un leader unique, le monde contemporain (je tiens à le souligner : contemporain) manquera de ressources militaro-politiques et économiques. Mais, et c'est encore plus important, ce modèle est inefficace, car il ne peut en aucun cas reposer sur une base morale et éthique de la civilisation contemporaine».⁸

Ce passage montre que la position russe articule deux éléments distincts mais liés. Le premier est un doute quant aux capacités d'un pays (ici, les États-Unis sont clairement visés) à rassembler les moyens pour exercer de manière efficace son hégémonie. C'est un argument de réalisme. Même le pays le plus puissant et le plus riche ne peut à lui seul assurer la stabilité du monde. Le projet américain dépasse les forces américaines. C'est un constat sur lequel il y a peu à redire.

Le discours de Poutine n'est pas «relativiste». Il constate simplement que ces valeurs (la «base morale et éthique») ne peuvent fonder l'unipolarité, car l'exercice du pouvoir, politique ou économique, ne peut être défini en valeur mais doit l'être aussi en intérêts. Ceci revient à refuser la thèse d'une dépolitisation des relations internationales, qui devraient se réduire, dans l'esprit de ceux qui soutiennent cette dépolitisation, aux droits de l'homme et aux «lois» de l'économie. Si les relations internationales ne sont pas de la «technique» (la simple mise en œuvre de normes communes) mais de la politique (la gestion d'intérêts différents et potentiellement conflictuels) y compris dans les relations économiques, alors toute aspiration à l'hégémonie devient immorale. Le second point suit dans le discours et se trouve exprimé dans le paragraphe suivant :

«Nous sommes témoins d'un mépris de plus en plus grand des principes fondamentaux du droit international. Bien plus, certaines normes et, en fait, presque tout le système du droit d'un seul État, avant tout, bien entendu, des États-Unis, a débordé de ses frontières nationales dans tous les domaines, dans l'économie, la politique et dans la sphère humanitaire, et est imposé à d'autres États».⁹

Faute d'une base morale et éthique permettant de faire disparaître le politique des relations internationales, ces dernières ne peuvent être gérées que par le principe fondamental du droit international, soit la règle d'unanimité et de respect des souverainetés nationales. Tant qu'un espace de relations est déterminé par le politique (et non la technique ou l'éthique) nul ne peut imposer son droit aux autres et le seul droit commun possible et celui qui respecte la souveraineté de l'autre, soit un droit de coordination et non un droit de subordination. En ce sens, qui relie Poutine aux grands débats sur le droit international et la possibilité de Constitutions mondiales, le président russe rappelle que, là où il y a de la politique, soit des intérêts et des représentations divergentes, il doit y avoir de la souveraineté. Toute tentative d'empêcher sur cette dernière se qualifie alors en tyrannie et justifie la résistance. Or, constate le président russe, les États-Unis tendent à transformer leur droit interne en droit international alternatif.

«Droit alternatif» et «colonialisme humanitaire» : la raison d'une prolifération ?

Ce «droit alternatif», qui n'est que l'autre manière de désigner la «loi du plus fort» a abouti à une politique que l'on peut considérer comme un «colonialisme humanitaire».¹⁰ Tout pays qui ne respecterait pas la volonté des États-Unis pourrait alors être considéré comme appartenant au «camp du mal» et donc devenir l'objet de ce «colonialisme humanitaire». Mais, le colonialisme humanitaire se révèle en réalité une contradiction dans les termes. Il est incapable, et on l'a vu tant au Kosovo,¹¹ en Somalie,¹² qu'en Irak, de produire les institutions dont il se réclame et qui lui ont servi de prétexte. Le protectorat onusien sur le Kosovo a abouti à pérenniser un nettoyage ethnique,¹³ et l'intervention américaine en Irak a plongé le pays dans une guerre civile qui l'écarte chaque jour un peu plus de la possibilité d'y établir ne serait-ce qu'un semblant de démocratie et qui a été la source véritable de l'organisation dite «État Islamique». Ce n'est pas tout, hélas.

La «guerre humanitaire», comme on l'a vue en Libye en 2011, conséquence logique d'un «droit d'ingérence» et moment inévitable du colonialisme humanitaire, engendre aussi un double problème dans les relations internationales. D'une part, elle introduit une division immédiate au sein des nations entre celles dont les moyens de défense les pro-

tègent de toute tentative d'ingérence et celles dont les moyens de défense sont suffisamment faibles pour qu'elles puissent devenir, le cas échéant, des cibles dans une «guerre humanitaire». Construite au départ pour valider l'idée d'une «communauté internationale» d'acteurs égaux, unis par des objectifs communs comme la sécurité, la guerre humanitaire valide au contraire la représentation des relations internationales comme l'affrontement d'acteurs inégaux aux intérêts irrémédiablement opposés.

D'autre part, elle incite tout pays pouvant penser qu'il risque, à terme, d'être la cible d'une telle intervention à monter en puissance dans ses moyens de défense, l'échelon ultime susceptible d'assurer la sanctuarisation du pays étant la possession d'armes de destruction massive. Quelles que soient les inquiétudes que les aspirations nucléaires de l'Iran peuvent susciter – et les plus réelles portent moins sur l'usage de l'arme nucléaire par le régime de Téhéran que sur l'effet d'entraînement que ces aspirations pourraient provoquer sur des pays comme l'Égypte ou l'Arabie saoudite –, il faut reconnaître que l'agression américaine contre l'Irak de 2003 a donné à ces aspirations une justification réelle. Il en va de même pour la Corée du Nord.

Tant qu'un pays pourra se sentir à terme visé par le colonialisme humanitaire et son corollaire la guerre humanitaire, il cherchera à bon droit à s'en prémunir par tous les moyens. C'est au contraire en rétablissant le principe de la souveraineté dans toute sa force, comme il figurait dans la Charte des Nations unies en 1945, que l'on pourra réellement s'opposer au processus de prolifération des armes nucléaires. •

Source: Russeurope, Jacques Sapir, 4/9/17 www.les-crisis.fr/coree-du-nord-pourquoi-la-prolifération-nucléaire-par-jacques-sapir
Cf. aussi: *Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires (TNP)*

¹ Capette Isabelle. Les essais nucléaires indiens et pakistanais : un défi lancé au régime de non-prolifération nucléaire. Actualité et Droit International, www.ridi.org/adi, décembre 1998

² Cf. Hersh, Seymour, *The Samson Option: Israel's Nuclear Arsenal and American Foreign Policy*. Random House; 1^{re} édition, 1991 et Karpin, Michael. *The Bomb in the Basement: How Israel Went Nuclear and What That Means for the World*. New York 2006

³ Entretien du président Hollande du 14 juillet 2015 sur *TF1* et *France24*

⁴ www.fondation-res-publica.org/Le-Pakistan-et-l-arme-nucléaire_a428.html

⁵ «Corée du Nord: Le difficile accès à la dissuasion», *Défense et sécurité internationale*, Paris, n° 121, janvier-février 2016, p. 21

⁶ Cf. Sapir, Jacques. *Feu le système soviétique?*, Paris 1992, p. 177-180

⁷ Leur intention actuelle d'installer des systèmes antimissiles en Pologne et en République tchèque, soi-disant pour protéger ces pays contre une menace iranienne – argument dépourvu de fondements –, participe de la même démarche délibérément provocatrice.

⁸ Cf. *La Lettre Sentinel*, n° 43/44, janvier-février 2007, p. 25

⁹ *La Lettre Sentinel*, n° 43/44, janvier-février 2007, p. 25

¹⁰ Colonialisme dont les bases idéologiques ont été posées dans Bettati, Mario/Kouchner, Bernard. *Le Devoir d'ingérence: peut-on les laisser mourir?* Paris 1987

¹¹ Human Rights Watch, *Under Orders – War Crimes in Kosovo*. Genève 2001. Rapport consultable et téléchargeable sur www.hrw.org/reports/2001/Kosovo

¹² Un exemple tragique en fut donné par l'intervention américaine «Restore Hope» en Somalie, en 1992. Non seulement cette opération, qualifiée à l'époque par Bernard Kouchner de «fantastique pas en avant en direction du droit d'ingérence», fut incapable de produire un pouvoir politique stable en Somalie, mais l'aide humanitaire (les sacs de riz auprès desquels Kouchner se fit filmer sur une plage somalienne) contribua à désorganiser l'agriculture locale. Elle jeta dans la misère des dizaines de milliers de paysans qui vinrent s'entasser à Mogadiscio et dans d'autres villes, provoquant une nouvelle cause de déstabilisation du pays, qui conduisit quelques années plus tard à l'émergence des trop fameux «tribunaux islamiques».

¹³ Pekmez, Juan. *The Intervention by the International Community and the Rehabilitation of Kosovo*. Rapport du projet «The Rehabilitation of War-Torn Societies» coordonné par le CASIN (Centre for Applied Studies in International Negotiations). Genève 2001. Voir aussi Blumi, Isa. «One year of failure in Kosovo: chances missed and the unknown future», *Southeast European Politics*, vol. 1, n° 1, octobre 2000, p. 15-24.

Infertilité:

des armes radioactives en sont-elles la cause ?

Selon la chaîne de télévision *Radio-Televizija Srbija*, un groupe d'initiative de médecins, de scientifiques et de militaires serbes est sérieusement préoccupé par les effets sur la santé de la population serbe des bombardements de 1999 effectués par l'OTAN en Yougoslavie. Ils exigent des autorités compétentes d'entreprendre des expertises.

«Le nombre des maladies auto-immunitaires a progressé et l'infertilité masculine a augmenté d'un facteur de 100», dit le professeur *Danica Grujicic*, cité par la chaîne de télévision.

Celle-ci a également précisé qu'au Sud de la Serbie, on aurait trouvé, après des bombardements par l'OTAN, des contaminations radioactives.

Des recherches sont entreprises par des radiologues, des épidémiologistes et des toxicologues. Ils examinent le sol, l'eau,

l'air et les denrées alimentaires. Puis, un organe de coordination rédigera une étude économique et juridique.

Après la publication du matériel rassemblé, la Serbie prévoit de porter plainte contre les 19 pays membres de l'OTAN ayant participé à l'opération dirigée contre l'ancienne République fédérale de Yougoslavie.

Entre le 24 mars et le 10 juin 1999, l'OTAN a effectué une opération de bombardement contre l'ancienne République fédérale de Yougoslavie dans le cadre de la guerre des Balkans. Cette opération ne reposait pas sur un mandat du Conseil de sécurité des Nations Unies.

Source: <https://de.sputniknews.com/panorama/20170930317666436-serbien-unfruchtbarkeit-nato-luftangriffe-du-30/9/17>

(Traduction Horizons et débats)

La Russie et la Grande révolution, 1917–2017

par Peter Bachmaier*



Peter Bachmaier
(photo uk)

Le 7 novembre 2017, la Russie commémore le 100^e anniversaire de la révolution bolchévique qui, d'après le calendrier julien, a eu lieu le 25 octobre. De nos jours, les historiens russes parlent de la *Grande révolution russe* en y incluant la période de la révolution de février 1917, la révolution d'octobre et la guerre civile ayant duré jusqu'à la fondation de l'URSS en décembre 1922. L'intégralité de la période de la première révolution de 1905, y compris la première guerre mondiale, jusqu'en 1922 est aussi référencée en tant qu'«époque des troubles», par analogie avec celle qui s'étendit sur les premières années du XVII^e siècle, et pendant laquelle il n'y avait pas de tsar.

Le décret de Poutine au sujet du jubilé

Le 1^{er} décembre 2016, Poutine a déclaré lors de l'Assemblée fédérale au Kremlin: «Nous savons bien quelles conséquences entraînent les «grands bouleversements.» Et de continuer: «Nous avons besoin des enseigne-

* Peter Bachmaier est Autrichien de Vienne, historien, professeur d'université et spécialiste de l'Europe orientale. Il a collaboré de 1972 à 2005 à l'Institut autrichien d'Europe de l'Est et du Sud-Est. Depuis 2006, il préside la Société austro-biélorusse et travaille en tant que journaliste indépendant.



Discours de Vladimir Poutine devant l'Assemblée fédérale au Kremlin le 1^{er} décembre 2016.
(photo en.kremlin.ru)

ments de l'histoire avant tout pour aller vers la réconciliation. Nous croyons en l'instinct de survie, en la solidarité et en l'unité.» En conclusion, il a affirmé: «Nous sommes un peuple unique, un peuple, et nous n'avons qu'une seule Russie.»

Le 8 décembre 2016, Vladimir Poutine a publié un décret comportant des directives. Il transférait la réalisation de l'organisation des festivités à la *Société historique russe*, nouvellement fondée en 2012. Elle est sous

l'autorité du président de la Douma, *Sergej Narychkine*, issu d'une vieille famille aristocratique. La société a demandé qu'on augmente le nombre de cours d'histoire et a publié un nouveau livre d'histoire. Le plan de l'organisation des festivités – c'est-à-dire des conférences, expositions, films et monuments de la révolution pour 2017 – de la Société historique russe comporte 118 titres.

L'un des principaux points forts de l'organisation est l'exposition «1917: le code de la

révolution» au *Musée d'histoire moderne de Russie* (précédemment Musée de la révolution). Une autre exposition au *Musée national de littérature* de Moscou, «Douze», porte sur douze auteurs dont les œuvres reflètent les événements contradictoires de l'époque, et dont plus de la moitié étaient adversaires du bolchevisme ou avaient émigré: *Vladimir Maïakovski*, *Ivan Bounine*, *Alexandre Blok*, *Zénaïde Hippis*, *Alexandre Vertinski*, *Demian Bedny*, *Anatoli Lunatcharski*, *Alexis Remissoff*, *Maximilian Volochine*, *Marina Zvietaïeva*, *Valery Brioussov* et *Maxime Gorki*. Jusqu'en mai 2017 à Moscou, cette exposition est devenue depuis itinérante dans les diverses capitales d'Europe, parmi lesquelles Berlin.

La réconciliation des antagonismes

Vladimir Medinski, ministre russe de la Culture a souligné en mai 2015 dans une rencontre préparatoire que les Blancs comme les Rouges avaient été, pendant la guerre civile russe, animés par un «patriotisme sacré» et a par conséquent appelé à la réunification. Durant la guerre civile, c'est la Russie historique qui se serait réincarnée dans l'Etat soviétique unitaire.

«La tentative de construire sur terre une société juste» a «totalement et de façon décisive modifié le développement de l'histoire, et pas seulement en Russie», mais «il a exercé une énorme influence sur le progrès des peuples de la planète.» «Il n'est pas

Suite page 4

Etats-Unis: maintenir l'unité du pays

par Jim Jatras*



Jim Jatras
(photo mad)

Toute nation vivante a besoin de symboles. Ces derniers sont des révélateurs de notre appartenance à un peuple, de nos croyances et des fondements de notre vie commune.

Le leadership actuel en Russie, et notamment le président *Vladimir Poutine*, semble en être conscient. Il l'a démontré en reconstruisant et réunifiant un pays déchiré au cours de trois générations par l'hostilité entre les Rouges et les Blancs, pour aboutir à une synthèse nationale.

Au niveau spirituel, cela comporta d'abord la réunification, d'importance historique mondiale, de l'Eglise russe-orthodoxe avec le Patriarcat de Moscou et l'Eglise orthodoxe-russe de New-York, extérieur à la Russie. Cela signifia également la reconstruction de la *Cathédrale du Christ-Sauveur* détruite par les communistes en 1931. Il n'y avait point de hasard dans le fait qu'elle ait été profanée sous les applaudissements des adhérents occidentaux à la «démocratie».

Les symboles civiques et militaires sont tout aussi importants. Après 1991, il y avait ceux souhaitant une éradication totale de tous les signes de l'ère communiste, à l'instar des bolchéviques qui avaient tenté (selon une description de *Soljenitsyne*), d'effacer le visage séculaire de la Russie pour le remplacer par une nouvelle image soviétique. Cependant, la sagesse l'emporta. Le nouveau hymne national de 2001 préserve la mélodie du temps soviétique, mais avec un nouveau texte (rédigé par *Serge Mikhalkov* créateur des textes originaux avec *Gabriel El-Registan* en 1944!) – laissant de côté *Lénine* et *Staline*, mais intégrant Dieu. La vieille capitale s'appelle à nouveau Saint-Pétersbourg, mais le district où elle se trouve porte toujours le nom de Leningrad. L'étoile rouge marque les avions de combat russes et les véhicules, alors qu'au-dessus des bâtiments de la marine flotte la Croix bleue de

Saint-André. Les étoiles rouges brillent toujours sur les tours du Kremlin alors que l'icône de Christ de Smolensk décore à nouveau la Porte du Sauveur. Lors de la commémoration annuelle de la victoire, on brandit toujours le drapeau rouge, hissé en triomphe sur le toit du Reichstag en 1945. Puis, les dépouilles des commandants blancs limogés tels *Anton Denikine* ou *Vladimir Kappel*, ont été rapatriées et enterrées chez eux avec tous les honneurs.

Si je ne me trompe pas, la Russie a tiré une leçon de ce qui avait été auparavant un exemple américain. Dans sa deuxième allocution d'ouverture, en mars 1865, quand la Guerre civile prit fin, *Abraham Lincoln* mentionna la nécessité de «soigner les plaies de la nation». En vue de ce but, rien n'était plus important qu'honorer les héros des deux côtés, tant ceux des Bleus que ceux des Gris. Plusieurs décennies plus tard, on en eut l'illustration très intense lors des réunions des vétérans. Les commandants «Unconditional Surrender» *Grant* et «Marse Bobby» *Lee*, «Uncle Billy» *Sherman* et «Stonewall» *Jackson*, les légendes de la Marine *David «Damn the torpedoes»* et *Raphael «Nelson of the Confederacy» Semmes*, les dragons «Fighting Phil» *Sheridan*, *JEB Stuart* [tous des noms de commandants très connus de la Guerre civile américaine] et de nombreux autres – ces noms nous appartiennent à nous tous. En tant qu'Américains.

En précisant cela, on ne veut nullement détourner l'attention de l'importance centrale de l'esclavage dans la tentative des Etats du Sud de faire sécession ou d'évincer la question constitutionnelle permettant de définir s'ils en avaient le droit ou pas. Ce n'est pas non plus faux de dire que les troupes sudistes entamèrent l'époque de la Reconstruction en tant que régime d'occupation ennemie et armée et qu'elles réalisèrent la séparation raciale à la *Jim Crow*, après le retrait des troupes fédérales et la prise du pouvoir du *Parti démocratique*. Il est cependant vrai que le mythe de la réconciliation du Nord et du Sud en une nation américaine réunifiée fut une des bases de notre transformation, jusqu'à la fin du XIX^e siècle, en un géant économique, en une puissance mondiale au début du XX^e siècle (au détriment de l'Empire espagnol sclérosé et avec l'aide militaire hautement louée des Confédérés [sudistes]) ainsi qu'en une puissance hégémonique après deux guerres mondiales victorieuses.

Cette Amérique va bientôt disparaître, emportée par le vent. La violence à Charlottesville, la destruction d'un monument des Confédérés, par un mob à Durham, l'élimination de quatre monuments à Baltimore (ville avec le taux le plus élevé de meurtres des Etats-Unis) – lâchement, de nuit – et les clameurs demandant d'en détruire davantage, sont d'une part le combat de mort de l'ancienne Amérique, fondée sur un concept national, et d'autre part les douleurs de l'accouchement d'une nouvelle «fausse» Amérique, sans limites, multi-ethnique, plurilingue, multi-religieuse, multi-sexuelle, anhistorique naissant dans un monde où règne la violence et la loi du plus fort.

Qui dit A, doit dire B. Si l'on accepte qu'une partie de notre histoire soit diabolisée et que leurs défenseurs soient mis à l'écart du discours légitime, il ne faut pas être surpris si la fureur arrogante des vainqueurs se déchaîne. Nous sommes confrontés à deux formes différentes: les combattants de rue nihilistes de l'«Antifa» et de «Black Lives Matter» et les détenteurs du pouvoir (tant le gouvernement que les médias, connus sous la dénomination «the swamp» [le marécage]), délivrant aux premiers l'immunité pour leur comportement violent et criminel. Les premiers constituant les troupes de choc des seconds.

Ils se sont mis à leur besogne depuis plusieurs mois, avant Charlottesville, dans le pays tout entier – et aucun signe du parti qui prétend avoir le plein contrôle sur le gouvernement fédéral. Notre droit en tant qu'Américain, garanti par le premier amendement de notre Constitution [Liberté d'expression], se termine là où un bagarreux masqué (ou une bagarreuse ou quelqu'un de sexe indéfini) vêtu en noir, s'appête à utiliser ses poings ou sa matraque. Pour reprendre les termes du juge *Roger Taney* devant le Tribunal suprême concernant le cas de l'esclave *Dred Scott*: les loyalistes de l'ancienne Amérique ne disposent pas de droits devant être respectés par les partisans de la Nouvelle Amérique. Où sont les enquêtes du Département de Justice pour élucider les atteintes aux droits civiques par cette brutalité directe et organisée? (Où se trouve celle prenant en considération certains liens avec *George Soros*? Sinon, pourquoi avons-nous créé en 1970 la loi fédérale RICO [Racketeer Influenced and Corrupt Organizations pour combattre les organisations criminelles et le crime organisé, ndt.]?)

Le spectacle du comportement d'authentiques racistes à Charlottesville, visible sur nos écrans, donna le prétexte parfait à ces personnes, mais n'en sont pas la cause. Au lieu d'empêcher l'abolition violente et révolutionnaire de l'Amérique historique (ce sera à *Pat Buchanan* de la décrire dans les détails), en attisant une sorte de contre-réaction blanche – peut-être sous la forme d'une guerre entre les races comme certains semblent, de manière détestable, l'espérer – les organisateurs de «Unite the Right» à Charlottesville ont en réalité accéléré la révolution. Il s'agit d'une révolution coordonnée avec le coup d'Etat du «RussiaGate» anticonstitutionnel contre le président *Trump* qui, lui, représente le dernier espoir pour le maintien de la nation américaine historique. S'il est éliminé (Est-il le seul, dans toute son administration, qui se défend?) et si l'honorable et sympathique Parti républicain-anti-Trump est reconstruit, il s'unira volontiers avec ses acolytes des milieux démocrates et des médias faisant partie du «marécage» [«swamp»] pour détruire tout ce qui reste de l'Amérique.

Quiconque s'imagine que la nouvelle Amérique sera plus pacifique dans son traitement des affaires mondiales devrait y réfléchir à deux fois. Ce n'est pas un hasard si les forces voulant destituer *Trump* et redéfinir l'identité de notre pays coïncident presque entièrement avec celles voulant que l'Amérique impose «nos valeurs» – c'est-à-dire leurs valeurs – de manière agressive dans le monde entier. Comme je l'ai expliqué, il y a environ 20 ans, dans le *Chronicles Magazine* dans un contexte quelque peu différent, cette «fausse»-Amérique est l'avant-garde du fascisme arc-en-ciel aux Etats-Unis comme à l'étranger.

Sans doute que les Russes avaient, en 1920, de semblables sombres pressentiments, peut-être même pires, en observant de quelle manière leur pays fut sacrifié de manière sanguinaire, sur l'autel d'une folle idéologie internationaliste. Après en avoir payé un prix inimaginable, en forme de guerres et de répressions, ils ont cependant réapparus trois quarts de siècle plus tard, on ne sait comment, en se rappelant (selon les termes du feu général *Aleksandr Lebed*) «de leur sentiment d'être Russes».

Si nous ne réussissons pas à éviter l'avènement de cette longue nuit imminente – aurons-nous en tant qu'Américains, une telle seconde chance?

(Traduction *Horizons et débats*)

* Jim Jatras est un ancien diplomate américain et conseiller en affaires étrangères de la direction du «Grand Old Party» du Sénat. Il est auteur d'une étude intitulée «Comment les médias américains servent de courroie de transmission pour toutes les guerres». [Par «Grand Old Party», on entend le Parti républicain des Etats-Unis.]

«La Russie et la Grande révolution ...» suite de la page 3

possible de départager clairement nos pré-décèsseurs entre justes et coupables.» «Les Rouges comme les Blancs étaient mus par ce que nous appelons aujourd'hui le patriotisme.» Sergei Lavrov, ministre des Affaires étrangères, explique dans la revue *Russia in Global Affairs*, qu'il serait inexact de réduire la révolution russe à un coup d'Etat. Tout comme la révolution française, on devrait mettre en balance la terreur et les acquisitions civilisatrices.

L'une des innovations, c'est la place beaucoup plus importante laissée à la révolution de février et au gouvernement provisoire. Bien qu'ils en aient eu la possibilité, Alexandre Kerenski et le gouvernement libéral n'auraient pas tenté, sous l'influence de puissances étrangères, de freiner la dissolution de l'armée, de la police et de l'Etat tout entier, et ainsi aplani la voie pour la révolution d'octobre.

Il est étonnant qu'on fasse si peu mention de Lénine, le leader de la révolution d'octobre. Au sujet de Lénine, Poutine a dit qu'il avait placé une bombe à retardement sous l'Etat unitaire en fixant des frontières arbitraires au sein du territoire soviétique. Cette bombe aurait explosé en 1991, lorsque, individuellement, les Républiques soviétiques ont proclamé leur indépendance. En même temps, Poutine a cependant mis en garde contre une nouvelle scission de la société et a appelé à la réconciliation.

Le projet rouge

La Télévision centrale russe diffuse depuis le 1^{er} juillet 2017 une série de documentaires et de débats sous le titre «Le projet rouge», mais les historiens ne parviennent pas à se mettre d'accord dans leur évaluation de la révolution. On souligne toutefois la constance de l'Etat russe. Le concept de lutte des classes ne joue plus aucun rôle dans l'interprétation actuelle de l'histoire. Le concept dominant en politique historique n'est plus celui de la classe, mais celui de l'Etat, devant disposer d'une forte autorité.

Dimitri Koulikov, le politologue directeur de l'émission, a en outre expliqué: «Jusqu'aujourd'hui, nous n'avons toujours pas compris ce qui s'est vraiment passé au cours de ces 70 ans.» Il a également ajouté: «La question qui se pose à présent est celle de la prochaine étape, et du moment où elle va avoir lieu.»

L'énergie «passionnelle» (selon le philosophe Lev Goumiliov) peut s'incarner dans les figures les plus diverses, telles celle du prince Vladimir de Kiev qui en 988 a fait baptiser le peuple des Rus et dont le monument a été construit directement devant le Kremlin en 2016, et Piotr Stolypine, ministre-président de 1906 à 1911, à qui on a élevé un monument devant la «Maison blanche», le siège du gouvernement russe.

La cérémonie inaugurale des Jeux d'hiver de Sochi, le 7 février 2014, avait déjà donné un avant-goût de la politique culturelle du Kremlin. Pratiquement toutes les personnalités d'envergure y ont été revendiquées pour la plus grande gloire de la nation russe: depuis les peintres suprématistes jusqu'au cosmonaute Gagarine.

Un ballet

pour raconter l'histoire de la Russie

Dans le programme culturel des Jeux olympiques d'hiver de Sochi:

«Le temps explose – la révolution russe – l'événement principal du XX^e siècle. Un renversement social radical qui ébranle le monde. De nouvelles forces, de nouveaux sujets, une nouvelle couleur, un nouveau bouleversement dans l'art qui produit le nouveau monde, l'avant-garde.»

«Le temps s'écoule, des temps nouveaux dans un pays nouveau et dans un nouvel âge, dans le royaume de l'idéologie qui en tout applique l'absolu. L'individu devient une pièce de la machine... Les chevaux d'acier surpassent les véritables chevaux. La Russie fait un bond en avant vers le progrès à tout prix.»

«La terrible usine mécanique construit la machine dans laquelle l'homme est formellement maître de tout, mais en réalité, il n'est qu'un détail faisant tenir le titanesque édifice. Des temps nouveaux ... la tension



Marche commémorative du mouvement «Le régiment immortel». Moscou, 9 mai 2015. (photo wikipedia)

augmente. Le pays avance, mais où et vers quoi? Qu'est-ce qui l'attend dans un proche avenir? Couleur rouge, couleur si rouge, la couleur du sang. Et soudain, une crise ébranle le monde, quelque chose se brise qui stoppe le mouvement de cette gigantesque machine rouge. Quelque chose de terrible doit se passer: les projecteurs diffusent une lumière froide.

Des bruits terribles résonnent. Une explosion à minuit. Alors commence l'époque la plus terrible de l'histoire millénaire de la Russie. L'heure la plus importante, à laquelle sera décidé le destin de la Russie: être ou ne pas être.»

La politique de la mémoire crée l'image d'une Russie unitaire des héros et des vainqueurs. Par de nombreux actes symboliques, les adversaires de la révolution bolchévique ont été intégrés à la Russie d'aujourd'hui. En 1998 déjà, la dépouille mortelle du dernier tsar Nicolas II a été inhumée solennellement dans la sépulture tsariste de Saint-Petersbourg. La nouvelle conception de l'histoire voit les bolchéviques et leurs ennemis d'alors réunis en tant que défenseurs de la civilisation russe menacée, autrefois comme aujourd'hui par l'Occident.

La nouvelle doctrine nationale russe

On a créé une nouvelle idéologie nationale, dans laquelle l'Etat joue à nouveau un rôle central, avec une éducation patriotique et militaire à l'école, avec des jours fériés nationaux – le 9 mai, Jour de la victoire – le 24 mai, Journée de la culture slave (fête de Saint-Cyrille et Méthode) – le 4 novembre, Journée de l'unité nationale (et jour de la libération de Moscou du joug polonais en 1612). Il en va de l'unité populaire, de la conception de l'histoire nationale, du rôle de premier plan de l'orthodoxie et de la doctrine de l'Eurasisme. Poutine a cité Lev Goumiliov, un représentant éminent de la théorie eurasiennne.

Avec la fondation de l'URSS en décembre 1922, et plus particulièrement avec le début des plans quinquennaux en 1928, l'Etat a été reconstruit, il a été industrialisé, l'analphab-

tisme a été vaincu, des centres de recherche scientifique ont été fondés et l'espace a été conquis. Au début des plans quinquennaux en 1928, et dans les années 30 et 40 la croissance de l'économie soviétique a augmenté de plus de 10% par an. L'Union soviétique est devenue une puissance industrielle.

Aujourd'hui, le haut lieu du souvenir le plus significatif est la «grande guerre patriotique» et la victoire sur l'Allemagne de Hitler le 9 mai 1945. Depuis le 60^e anniversaire en 2005, les solennités ont repris et au drapeau rouge s'est adjoint le drapeau russe. En outre, s'y est ajouté le ruban noir et orange de Saint-Georges, qui remonte au XVIII^e siècle et signifie la compassion.

En 2015, le gouvernement a organisé une reconstitution historique des fêtes de la révolution ayant eu lieu dans le Moscou assiégé du 7 novembre 1941. Ce transfert a rendu possible l'ouverture du chapitre de la révolution dans le thème de la politique officielle du souvenir, celle de la victoire sur l'Allemagne de Hitler. En 2015, le défilé à l'occasion du 70^e anniversaire est devenu le plus grand défilé militaire dans l'histoire de la Russie.

Quelques années plus tôt, est apparu dans la province russe, venant de la base, le mouvement du «Régiment immortel» auquel adhèrent chaque année de plus en plus de gens se souvenant de leurs proches tombés à la guerre qu'ils commémorent avec des photos. A Moscou, 850 000 personnes ont pris part cette année à cette marche commémorative et 16 millions dans la Russie tout entière.

L'idée russe

Une notion centrale de l'«idée russe», comme elle est formulée par l'orthodoxie, est «sobornost» [communauté], comprise comme le contraire de l'individualisme occidental qui mène à la dissolution de la société. Une autre notion de base est «pravda», «vérité» en russe moderne, mais en ancien russe «justice». Le «Russkaïa pravda» était le code de la vieille Russie. Les communautés, notamment la famille et l'Etat, sont vraies et justes, et le bien commun a la priorité devant le bien individuel.



Monument de la réconciliation. Sébastopol, 2017 (projet). (photo mad)

L'église orthodoxe russe, connaissant aujourd'hui une renaissance, joue un grand rôle. L'Etat soutient l'Eglise, construit des églises et des couvents. L'Eglise n'est pas une église d'Etat, mais «la religion de la majorité du peuple russe» et l'unique force dont pourrait venir le renouvellement intellectuel du peuple russe.

Le philosophe religieux Ivan Ilyine, dont la dépouille mortelle a été transférée de l'étranger à Moscou en 2005 et inhumée solennellement dans le cimetière du cloître de Donskoï, est l'une des éminences grises de l'orthodoxie. Ilyine, décédé à Zollikon près de Zurich en 1954, a été l'un des précurseurs de l'«idée russe» et est à présent intégré au Panthéon des penseurs russes nationaux. En 2008, une plaque commémorative a été apposée à l'Université nationale Lomonossov de Moscou (MGU), où il avait autrefois enseigné.

La crise annoncée

Mais la construction du nouvel Etat n'est pas encore terminée, il se trouve à un tournant décisif. Il n'y a pas encore eu de réelle réconciliation entre les Blancs et les Rouges. L'Union soviétique a échoué, mais l'intégration du système occidental en Russie a également échoué.

Les contradictions entre la nouvelle oligarchie et le peuple augmentent. En majorité, le peuple a un souvenir positif de l'Union soviétique et refuse le libéralisme occidental. Le danger venant d'une «révolution multicolore» soutenue par l'Occident et de la guerre civile qui en découlerait augmente. Les élites occidentales voient en la Russie leur principal ennemi et préparent la guerre.

En juin 2017 a eu lieu au théâtre moscovite «Sur les planches» une représentation d'une pièce de l'auteur et metteur en scène Sergej Kurginjan intitulée «Le sténogramme», centrée sur les discussions des autorités soviétiques lors du 15^e Congrès du parti en 1926 portant sur les thèmes cruciaux du pays. Ces derniers étaient: comment peut-on vaincre les éléments capitalistes dans l'économie, comment peut-on se protéger d'une intervention étrangère, comment peut-on surmonter les courants décadents et l'incrédulité en ses propres forces et réaliser les aspirations du peuple à la construction d'une économie souveraine et solidaire?

Dans la pièce, on posait également la question de l'identité russe. On y cite le célèbre poème d'Alexandre Blok intitulé «Les Scythes», la comparaison métaphysique de la Russie et de l'Occident: oui – nous sommes des Scythes, oui – nous sommes des Asiatiques. On y souligne ainsi la position antioccidentale de la Russie et l'irrecevabilité du capitalisme pour la mentalité russe qui n'est pas liée à l'individualisme, mais au système collectif de la société.

Il faut prendre un nouveau tournant. Le président ne dispose que de la politique extérieure et des forces armées, mais le ministère des Finances, le ministère de l'Economie et la banque centrale (la banque de Russie) sont régentés par l'idéologie du *Washington Consensus*, de même que la presse et les chaînes de télévision privées, le théâtre et l'industrie cinématographique sont libéraux. Une attitude nihiliste commence à se répandre parmi la jeunesse.

Le Club Stolypine, fondé en 2012 par des critiques du libéralisme économique, voudrait construire un système économique et financier indépendant de l'étranger. Il s'engage en faveur de programmes étatiques de relance économique et développe une stratégie alternative pour éliminer la dépendance de la Russie au dollar et pour relancer l'économie réelle. Le bien commun devrait se trouver au centre de la politique économique nationale, et non les indices économiques. La *Kreditanstalt für Wiederaufbau*, la banque de crédit pour la reconstruction en Allemagne en est un bon exemple, elle qui a remis en marche l'économie allemande après la Seconde Guerre mondiale.

Ainsi pour Sergej Glaziev, conseiller de Poutine pour l'Union économique eurasiennne, cet exemple mène au développement de l'infrastructure nationale. La banque centrale devrait être subordonnée à l'Etat et ne pas être «indépendante» pour que l'Etat garde le contrôle souverain sur ses finances. Le temps de la décision se rapproche. ●

(Traduction Horizons et débats)

Développer le Service public sur une base humaine

Exemple d'une contre-défense: pas de suppression des points de vente de billets CFF dans les régions non urbaines

par Marianne Wüthrich, docteur en droit

Le 13 septembre 2017, le Conseil national a approuvé une motion demandant au Conseil fédéral de veiller à ce que les «Chemins de fer fédéraux suisses» (CFF) suspendent la fermeture planifiée de 52 points de vente de billets gérés par des tiers jusqu'en 2020 par manque de temps.¹ Le Conseil national avait déjà accepté la motion le 13 juin. Il est réjouissant que les deux Chambres fédérales, malgré la demande de refus du Conseil fédéral, se soient exprimées clairement pour le maintien d'un bon approvisionnement de base également dans les zones rurales.

Au cours des prochaines années, la stabilité du Parlement continuera d'être demandée dans le domaine de la maintenance et du développement du service public assurant un accès égal à tous les groupes de la population. Mais notre vigilance est également nécessaire dans de nombreux autres domaines. Car le Conseil fédéral a de grands plans allant bien au-delà de la numérisation à grande échelle des CFF et de la Poste: avec sa «Stratégie Suisse numérique», il prévoit d'intégrer tous les domaines de vie dans le centre de contrôle de l'administration fédérale: allant des infrastructures à la cyber-santé, la cyberadministration et le vote électronique jusqu'à une «approche coordonnée, applicable à l'ensemble du système» de formation, de la maternelle jusqu'aux hautes écoles.³ Et – faut-il s'en étonner? – la Suisse prévoit de coordonner sa stratégie numérique avec la «Stratégie pour un marché unique numérique (Digital Single Market)» de l'UE de 2015.⁴ (cf. encadré)

Chacune de ces «transformations» planifiées signifierait un changement à peine imaginable dans notre vire-ensemble sociétal mettant en danger le modèle suisse de démocratie directe basé sur les relations humaines et les valeurs profondément enracinées. C'est pourquoi nous, les citoyens, sommes appelés à nous informer au sujet des différents secteurs et à nous défendre à tous les niveaux étatiques contre la transformation de nos structures. Et cela doit se faire rapidement, car le «processus de dialogue ...» sous la direction du DETEC⁵ entre l'administration fédérale et «tous les acteurs de l'économie, des milieux scientifiques et de la société [...] dure deux ans»!⁶

A l'exemple des bureaux de vente de billets des CFF, il est facile de montrer comment la «Stratégie numérique» fonctionne concrètement – sans prendre en compte les règles inter-humaines, démocratiques et d'Etat de droit.

Antécédents de la décision parlementaire concernant les bureaux de vente des CFF

L'année passée, les électeurs suisses ont voté sur l'initiative «Pro Service public», voulant obliger le Confédération à ne pas viser de but lucratif dans le domaine des prestations de base, mais à se concentrer sur l'approvisionnement de la population dans tout le pays. Le



Les jeunes gens aussi apprécient les conseils personnels. (photo www.sbb.ch)

5 juin 2016, environ les deux tiers des votants ont rejeté l'initiative, notamment parce que le Conseil fédéral avait déclaré: «La Suisse dispose d'un bon service public, fiable et abordable. L'approvisionnement de toutes les régions du pays est garanti. Pour en assurer le maintien, les entreprises concernées ont besoin de bonnes conditions et de libertés entrepreneuriales.»

Peu de temps après le vote de septembre 2016, la direction des CFF a démontré comment elle entendait utiliser sa liberté entrepreneuriale. Elle a annoncé la fermeture à court terme (jusqu'au 1^{er} janvier 2018) de 52 de soi-disants points de vente de billets gérés par des tiers se trouvant en campagne. Il s'agit là de magasins et de bureaux de poste à proximité des gares ferroviaires sans service, où l'on peut acheter des billets de train et de bus. Dans les communes, les cantons et les populations concernées, cette intention a éveillé une forte contestation. Outre des initiatives politiques au niveau fédéral et cantonal, on a également lancé une pétition signée par 30 000 citoyens en peu de temps.

Deux motions du Conseil national appuient les besoins de la population

A l'appui de la population concernée, le conseiller national Jakob Büchler (PDC Saint-Gall) a déposé une motion le 30 septembre 2016, c'est-à-dire immédiatement après l'annonce des CFF, pour empêcher la fermeture de la vente de billets dans les régions rurales.⁸

La motion exigeait un projet de loi du Conseil fédéral ouvrant la voie à «un moratoire de cinq ans permettant la continuation des organes tiers des CFF». Une caractéristique extraordinaire de cette motion est la co-signature de 38 membres du Conseil national de tous les groupes politiques et d'un grand nombre de cantons à prédominance rurale.

Dans sa prise de position du 16 novembre 2016, le Conseil fédéral a refusé, entre autre,

d'imposer une loi sur un ajournement aux CFF, ne voulant pas s'immiscer dans leurs activités opérationnelles. Car cela pourrait éventuellement avoir des conséquences financières pour la Confédération.⁹ Il convient de remarquer qu'autrefois, les CFF étaient comme la Poste des entreprises fédérales dont les activités étaient orientées vers le bien commun, définies par les autorités fédérales et financées par l'argent des contribuables; aujourd'hui, ce sont des sociétés anonymes à but lucratif sous la direction opérationnelle d'un PDG et de leur conseil d'administration. Les actions des CFF et de la Poste se trouvent (encore) aux mains de la Confédération, mais il est connu que cela peut changer.

Le 21 mars 2017, la Commission des transports et des télécommunications du Conseil national (CTT-CN) a réagi à la réponse du Conseil fédéral par une deuxième motion plus modérée, entretemps adoptée par les deux Chambres.

Le service public doit rester orienté sur le bien commun

Dans le développement de la motion Büchler, les citoyens ont exprimé leur satisfaction d'un bon service public: «Or les services proposés – comme la vente des billets et la possibilité d'obtenir des renseignements – par les exploitants de gare à la campagne sont très appréciés de la clientèle, particulièrement des personnes âgées.» En fermant les points de vente, une grande partie des voyageurs serait privée d'un accès facile à ces services.

Le Conseil fédéral fait valoir des chiffres: dans les 52 points de vente, il n'y aurait que 1% des ventes totales de billets. Cela ne permet pas aux CFF de couvrir les provisions à verser pour la vente des billets aux exploitants tiers. D'autre part, 80% des billets sont déjà fournis via «les différents canaux de libre-service». Par conséquent, la décision

des CFF concernant la fermeture est «compréhensible».

Les deux motions suggèrent que l'offre pour toutes les régions du pays doit être assurée, comme le Conseil fédéral l'avait garanti avant le vote sur l'initiative Pro-Service-Public. Dans la justification de la Commission du Conseil national on peut lire que: «La Suisse orientale sera fortement touchée par ces fermetures: des gares importantes réalisant actuellement un chiffre d'affaires non négligeable ne disposeront plus du tout de guichets. Par ailleurs, les CFF n'expliquent pas en détail de quelle manière ils comptent réaliser des économies d'un montant de 5 millions de francs en fermant 52 points de vente gérés par des tiers. Les coûts liés à l'amélioration des points de vente situés dans les villes et les investissements qui en découlent ne sont en outre pas mentionnés de manière transparente.»

Ce qui signifie en d'autres termes: alors que la très bonne qualité de l'offre des points de vente CFF dans les villes sera encore élargie, les guichets dans les régions de campagne ferment depuis de longues années et maintenant, on veut également fermer environ un quart des points de vente gérés par des tiers. Pour les personnes âgées préférant communiquer avec une personne qu'avec une machine, les CFF offre – selon le Conseil fédéral dans sa réponse à la motion Büchler – en collaboration avec Pro Senectute des cours de formation pour se familiariser avec les distributeurs de billets ...

C'est une bonne chose que le Parlement ait rallongé le délai de trois ans, pendant lequel il faudra trouver une solution répondant aux besoins des clientes et des clients. Cette solution ne peut et ne doit pas concerner exclusivement l'accès aux distributeurs de billets et à Internet. Nous tous – pas seulement les personnes âgées! – ne sommes aucunement des robots! Dans la vie quotidienne, nous avons besoin de relations humaines avec nos semblables, par exemple au guichet des billets. •

¹ Motion 17.3258 de la Commission des transports et des télécommunications du Conseil national (CTT-N) du 21 mars 2017. Moratoire sur la suppression des points de vente des billets CFF gérés par des tiers jusqu'à fin 2020

² Confédération suisse, Office fédéral de la communication OFCOM. Stratégie «Suisse numérique», avril 2016

³ Stratégie «Suisse numérique», p. 16

⁴ Stratégie «Suisse numérique», p. 21

⁵ Département fédéral de l'environnement, des transports, de l'énergie et de la communication, dirigée par la conseillère fédérale Doris Leuthard

⁶ Stratégie «Suisse numérique» p. 23 et 25

⁷ Votation populaire du 5 juin 2016. Explications, p. 10; cf. *Horizons et débats* n° 9/10 du 6/5/16

⁸ Motion 16.3866 du 30/9/16, déposée par Jakob Büchler, PDC SG. Fermeture de points de vente de billets CFF à la campagne.

⁹ Motion 17.3258 de la Commission des transports et des télécommunications (CTT-N) du 21/3/17

Horizons et débats

Bimensuel favorisant la pensée indépendante,
l'éthique et la responsabilité
Pour le respect et la promotion du droit international,
du droit humanitaire et des droits humains

Editeur

Coopérative Zeit-Fragen

Rédacteur en chef

Jean-Paul Vuilleumier

Rédaction et administration

Case postale 729, CH-8044 Zurich

Tél. +41 44 350 65 50

Fax +41 44 350 65 51

hd@zeit-fragen.ch

www.horizons-et-debats.ch

CCP 87-748485-6

IBAN: CH64 0900 0000 8774 8485 6

BIC: POFICHBEXXX

Imprimerie

Nüssli, Mellingen

Abonnement annuel 168.– frs/ 108.– euros

ISSN 1662 – 4599

© 2017 Editions Zeit-Fragen pour tous les textes et les illustrations. Reproduction d'illustrations, de textes entiers et d'extraits importants uniquement avec la permission de la rédaction; reproduction d'extraits courts et de citations avec indication de la source «Horizons et débats, Zurich».

«Stratégie Suisse numérique»: le Conseil fédéral poursuit d'autres plans

(Confédération suisse. Office fédéral de la communication OFCOM. Avril 2016. Extraits)

«La Stratégie «Suisse numérique» est [...] une mesure du Conseil fédéral dans le programme de la législature 2015–2019.» (p. 3)

«Le Conseil fédéral est conscient que la transformation numérique des structures existantes nécessite une évolution des mentalités à tous les niveaux et que certaines formes traditionnelles de la société et de l'économie sont remises en question.» (p. 5)

«L'accès aux données et aux contenus numériques ainsi que le traitement et la sécurité des données devraient faire l'objet d'une coordination nationale, voire internationale, en matière réglementaire.» (p. 10)

«La population et l'économie peuvent effectuer leurs démarches administratives en ligne dans toute la Suisse» (p. 14)

«L'exercice des droits politiques par voie électronique est garanti [...]. L'objectif de la Confédération et des cantons est d'introduire cette procédure partout en Suisse comme un troisième canal de vote.» (p. 15)

«La numérisation bouleverse le contexte de l'enseignement et de l'apprentissage. La diffusion de la connaissance, partout et à tout moment, redéfinit les rôles d'enseignant et d'élève.» (p. 16)

«Vu que ces derniers [les cyber-risques] revêtent un caractère international, la Suisse doit également être intégrée dans les structures et les processus européens et internationaux de coopération en matière de sécurité des réseaux et de l'information.» (p. 18)

«La Suisse saisit les opportunités qui s'offrent à elle dans le cadre de l'espace économique virtuel international. En 2015, l'UE a adopté sa stratégie pour un marché unique numérique (Digital Single Market). [...] Il s'agit pour la Suisse de poursuivre le dialogue avec l'UE et de coordonner les activités au niveau national, dans le but de tirer profit du marché unique numérique et d'éviter les risques d'exclusion.» (p. 21)

«Placé sous la houle du DETEC, le Dialogue «Suisse numérique» associe tous les acteurs compétents et intéressés. Il aboutit à une conférence nationale sur des thèmes choisis de la société de l'information, au cours de laquelle sont présentés les résultats des travaux aboutis de mise en œuvre et d'évaluation de la stratégie ainsi que les nouvelles tendances de la société de l'information.» (p. 26)

Allemagne: Le peuple souverain provoque un remous politique

par Rainer Schopf, Allemagne

L'Allemagne a voté. Suite à la campagne électorale tiède au cours de laquelle presque tous les sujets brûlants, tels que le réarmement, la crise migratoire, la sauvegarde de l'euro, la crise de l'UE etc. ont été évincés par les vieux partis politiques, le peuple souverain a provoqué un remous politique dans les urnes en Allemagne. Selon les résultats officiels des élections, la participation a augmenté à 76,2% alors que ce taux était à 71,5% en 2013. En même temps, la CDU/CSU (32,9%) et le SPD (20,5%) ont enregistré des pertes massives d'environ 10% (CDU/CSU) respectivement de 5% (SPD) comparé aux élections de 2013. Ces résultats sont le niveau le plus bas depuis les premières élections fédérales de 1949 en Allemagne. La gauche (die Linke) (9,2%) et les Verts (8,9%) se sont stabilisés à un niveau connu, le FDP réintègre le Bundestag avec 10,7% des voix, après avoir échoué à cause de la limite des 5% en 2013. Le vainqueur incontestable est l'AfD qui entre d'emblée au Bundestag et y est promu le troisième groupe parlementaire majoritaire. Que signifient ces résultats pour la formation du gouvernement?

Le SPD a abandonné la cause d'Angela Merkel. Elle n'a plus guère de choix pour sa formation du gouvernement. La seule chose lui

restant pour son maintien au pouvoir est une coalition aux couleurs de la Jamaïque: CDU/CSU [noir], les Verts et le FDP [jaune]. Elle a exclu une coalition avec l'AfD ou la gauche. Mais ses jours sont déjà comptés dès maintenant. L'alliance jamaïcaine reste difficile parce que les Verts et le FDP sont terriblement brouillés. Les négociations sur la coalition vont traîner des mois, et pendant ces mois, l'Allemagne n'aura pas de gouvernement opérationnel. Même si cette coalition est conclue, les commentateurs dans les médias allemands attribuent à cette coalition un ou deux ans d'existence jusqu'à sa dislocation due à des tensions intérieures. Dès le soir des élections, Martin Schulz (SPD) a clairement déclaré à la chancelière qu'il ne participerait pas à une grande coalition. Il veut à tout prix conduire son groupe politique dans l'opposition et damer le pion à l'AfD afin d'éviter qu'il soit le parti de l'opposition le plus fort. Celui-ci a au Bundestag certains droits d'expression particuliers et le droit de siéger dans des commissions importantes, que le SPD désire s'assurer avant que l'AfD le fasse.

Succès de l'AfD

Pour les connaisseurs de la scène politique berlinoise, le succès de l'AfD n'est pas vrai-

ment surprenant. La politique initiale de ce parti, avec son candidat Bernd Lucke en tête de liste, s'était avant tout engagé contre la sauvegarde de l'euro, en pouvant même se réclamer de la Cour constitutionnelle fédérale. Après son départ, le nouveau duo de pointe, Alexander Gauland et Alice Weidel, s'est davantage concentré sur les termes «allemand» et «chrétien», ce qui, en Allemagne, a déjà un arrière-goût d'extrême droite, bien que ces mots soient également contenus dans les noms de la CDU/CSU, de l'SPD et de la FDP. L'utilisation des termes «national» et «conservateur» ont provoqué déjà l'attention du service de renseignement intérieur (Verfassungsschutz). Les électeurs ne se sont pas fait avoir par cette diffamation de l'AfD et ont donné par leur vote un mandat clair à ce parti. Les partis traditionnels devront changer de cap s'ils veulent regagner les électeurs changeants.

Un mot à propos du nombre de sièges du Bundestag: il sera agrandi de 598 à 709 sièges, avec 299 circonscriptions électorales. Cette anomalie est due à la loi électorale allemande compliquée avec un mélange du scrutin majoritaire (première voix) et le scrutin proportionnel (deuxième voix) nous ayant procuré 111 mandats supplémentaires. Pendant la législature précédente, une réforme

avait échoué parce que de nombreux députés ne voulaient pas abandonner leurs prébendes. Un changement à l'avenir paraît encore plus improbable, car ce ne seront plus quatre, mais six partis politiques qui devront se mettre d'accord sur une réduction. Chaque siège représente des coûts d'un million d'euros pour le député et son équipe de bureau. Ce sont ainsi 111 millions d'euros de frais supplémentaires par an qui nous attendent – c'est-à-dire les contribuables.

Quo vadis?

Le gouvernement futur devra affronter des sujets brûlants et participer aux solutions, tels que la crise de l'UE, le déploiement de l'OTAN à la frontière russe, la crise en Corée, les guerres illégales au Proche-Orient et en Afrique. L'Allemagne ne peut pas se permettre une stagnation politique jusqu'au printemps 2018. En 2015 déjà, dans une lettre ouverte adressée à la chancelière et au président de la République fédérale, Rolf Hochhuth a plaidé pour la sortie de l'OTAN, sinon il craignait la «Finis Germaniae». La politique du «continuer comme d'habitude» a échoué définitivement. L'Allemagne a un besoin urgent d'un débat honnête et franc sur les sujets brûlants de notre époque et sur l'avenir de la démocratie. •

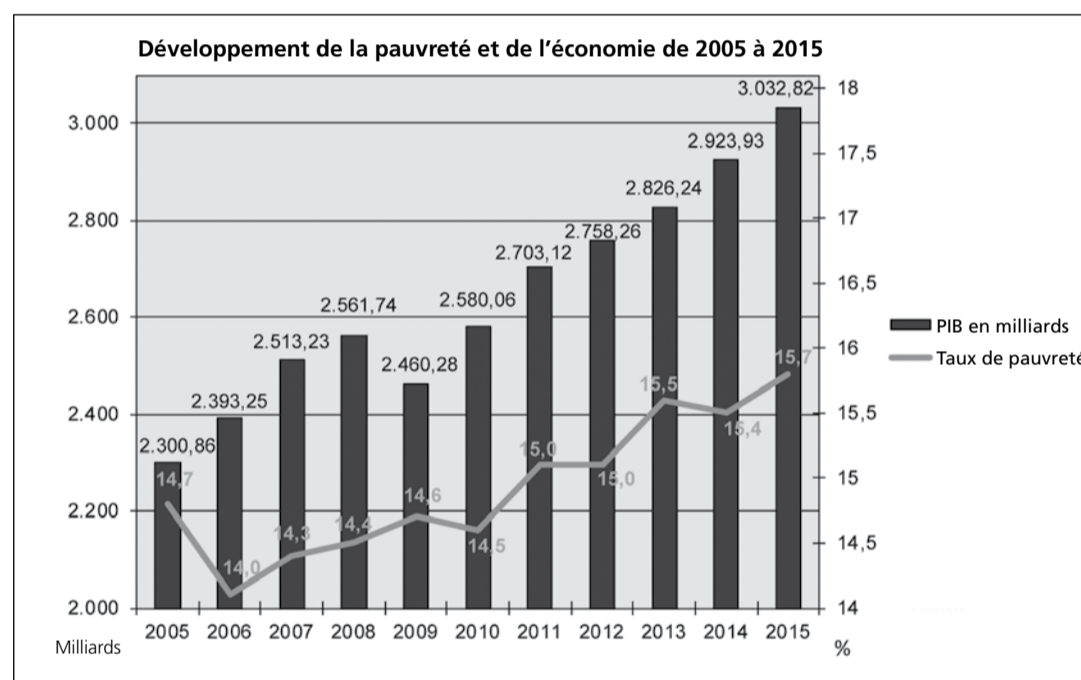
Quelle est la situation des gens en Allemagne?

par Elisabeth Koch, Allemagne

Angela Merkel proclame «Nous allons bien en Allemagne». Cependant, maintenant, après les élections, les médias soulèvent la question de savoir pourquoi tant de gens sont mécontents de la situation en Allemagne, avec le gouvernement actuel. Les protestations lors des réunions électorales d'Angela Merkel étaient bien distinctes, pas seulement en Allemagne orientale. Depuis des années déjà, de nombreuses personnes expriment leur mécontentement. On ne les a pas pris au sérieux – tout au contraire. Les citoyens formulant leur désaccord sont considérés comme des personnes névrotiques: Mme Merkel utilise à tout moment les termes «craintes et inquiétudes», comme si elle était une psychiatre à la recherche d'une méthode de soins pour des patients refusant de coopérer. Rita Süßmuth, CDU, par exemple, a expliqué à la Radio suisse allemande, que les gens n'avaient «pas compris» que nous avions besoin des réfugiés comme main-d'œuvre. «Nous n'étions pas assez bons dans l'écoute et dans nos explications», a-t-elle déclaré. «Nous», c'est elle et ses collègues, une élite planant comme un «vaisseau spatial» au-dessus du peuple. Cette élite sait tout, alors que nous, les citoyens, sommes des ignorants, auxquels il faut tout expliquer trois fois. Les politiciens promettent, de mieux «s'occuper» de nous, de nous «prendre avec eux». Ces gens ont oublié, qu'ils sont nos représentants, qu'ils doivent nous demander quels sont nos vœux et souhaits, comment nous voyons les choses. Au XXI^e siècle, nous ne voulons plus, en tant que citoyens, tout accepter sans broncher ou croire que tout ce que «les puissants» nous présentent constitue la panacée. En tant que personnes éclairées, nous sommes tout à fait en mesure d'observer ce qui se passe, de nous informer, de reconnaître les liens entre les événements et d'en tirer les conclusions nécessaires.

«Qu'en est-il des Allemands de l'Est?»

L'interview accordée à un journal suisse par Petra Köpping, ministre d'Etat de la Saxe (SPD) représente une exception positive. Concernant les manifestations ayant eu lieu en Allemagne orientale lors de réunions électorales de Mme Merkel, on lui posa la question: «Qu'en est-il des Allemands de l'Est?» Et Mme Köpping de répondre: «Ceux qui crient, provoquent et sifflent sont une minorité. La majorité est tranquille – cela ne signifie pas pour autant qu'elle est satisfaite de sa situation.» Cela est déjà assez étonnant, car à la télévision, on ne nous montre d'ordinaire que ceux qui manifestent de manière bruyante et indignée. C'est rare d'entendre des prises de paroles raisonnables; on ne nous présente que des personnes s'exprimant de manière maladroite et souvent enragée. Mme Köpping a expliqué, que beaucoup



Sources de données: Organes statistiques fédéraux et des Länder ainsi que la Banque fédérale.

d'Allemands de l'Est ont été trompés pour toute leur vie lors de la réunification, car malgré une bonne formation, leurs qualifications professionnelles ne valaient d'un jour à l'autre plus rien et ils ont perdu leur emploi et leur reconnaissance. En réalité, 75% des habitants en Allemagne de l'Est ont perdu leur place de travail. Nombreux sont ceux qui avaient auparavant une situation convenable et qui, soudainement, s'appauvrirent, car leurs connaissances professionnelles n'étaient plus demandées. La formation scolaire en Allemagne de l'Est était excellente, notamment dans les domaines scientifiques et mathématiques. Mais jusqu'à aujourd'hui même des anciens professeurs diplômés doivent gagner leur pain avec des petits travaux ne correspondant nullement à leur niveau de formation. Mme Köpping déplore à juste titre que jusqu'à nos jours «les membres de 17 groupes professionnels reçoivent une rente beaucoup trop petite. Mais le gouvernement fédéral ne s'intéresse pas à ces personnes». A titre d'exemple: la rente moyenne en Allemagne se situe à 1176 euros par mois, en Allemagne orientale elle s'élevait en 2015 seulement à 984 euros en moyenne – donc de nombreuses personnes obtiennent encore moins de rente.⁴

Des problèmes sociaux aussi en Allemagne de l'Ouest

Dans certaines parties d'Allemagne occidentale, notamment la région de la Ruhr ou de la Sarre, le nombre de personnes ayant perdu leur emploi qualifié et prétendument garanti est également élevé. Le fait que le taux de chômage en Allemagne soit malgré tout assez bas, est probablement dû au fait que de plus en plus de personnes gagnent leur vie

dans des emplois incertains à bas salaires. Ainsi, entre temps, presque la moitié de tous les contrats de travail conclus sont limités.⁵ Même une partie des enseignants, ayant auparavant toujours eu un emploi garanti en tant que fonctionnaire, se font licencier.⁶ Il n'est pas difficile de s'imaginer les incertitudes que cela signifie pour les pères et mères de famille: aurais-je encore mon emploi l'année prochaine, puis-je encore m'offrir une maison, m'installer dans un appartement. Dois-je déménager? Devons-nous nous séparer, pour trouver un emploi dans une autre partie du pays, afin de pouvoir subvenir aux frais de la famille? De nombreux chômeurs doivent accepter plusieurs jobs, travaillent dans des «jobs à 1 euro» et n'arrivent toujours pas à gagner assez. Même des retraités doivent se trouver un travail pour avoir assez à vivre. De telles situations de travail précaires mènent à une pauvreté accablante chez un nombre de personnes beaucoup trop élevé. L'infographie ci-dessus illustre comme depuis 2006, le taux de pauvreté en Allemagne grimpe en même temps que le PIB. Cela prouve que dans certains pans de la société, on gagne bien sa vie. Mais qui est-ce? Manifestement, il y a beaucoup de perdants.

Qui paye? Le «Mittelstand»!

Entre temps, on sait que bon nombre de personnes bien formées de la classe moyenne soutiennent le parti AfD (Alternative für Deutschland) par contestation. Les petites et moyennes entreprises, notamment dans les domaines de l'artisanat, du commerce de détail ou de la production – représentant le «Mittelstand» – génèrent la plus grande partie de l'argent en Allemagne. Ils garan-

tissent notre prospérité, ils emploient la majorité des salariés, ils forment notre jeunesse. Mais on leur demande de plus en plus d'impôts. Prenons l'exemple des millions de nouveaux migrants ayant besoin de logements, de nourriture, de vêtements. C'est naïf de croire, que grâce à notre «culture d'accueil», le ciel nous offrira la manne. Les charges fiscales en découlant sont essentiellement assumées par les entreprises du «Mittelstand». Au niveau de l'UE, les transferts aux Etats membres en difficultés telles que la Grèce, l'Espagne etc. sont couverts par les revenus étatiques réalisés par le «Mittelstand». En outre, celui-ci est inondé par de la main-d'œuvre et des produits bon marché arrivant de l'étranger. Les directives de l'UE obligent les entrepreneurs à pratiquer un effort bureaucratique croissant. Puis, il y a les sanctions contre la Russie affaiblissant notamment l'économie européenne. Récemment, le Handelsblatt a écrit qu'«entre temps plusieurs Länder, telles que la Saxe, la Basse-Saxe et la Saxe-Anhalt, réclament des aides étatiques pour les entreprises affectées par les sanctions contre la Russie». Martin Wandleben, directeur de la Chambre allemande de commerce et d'industrie (DIHK), exige, compte tenu des nouvelles sanctions prévues, «que l'Europe toute entière s'oppose aux plans américains». Jusqu'à présent, on n'entend peu ou rien concernant la prise en compte de cette demande.

L'agriculture sous pression

Concernant ces questions soulevées, les agriculteurs n'ont guère voix au chapitre. Car eux, ils ne souffrent pas seulement des intempéries, mais surtout de la bureaucratie bruxelloise et des marchés agricoles globalisés. Ils sont nombreux à lutter contre leur déchéance économique. La constante diminution du nombre d'exploitations illustre qu'il y a beaucoup de perdants. Les terres arables n'ont guère diminué en Allemagne depuis 1991. C'est-à-dire que les agriculteurs restent ont dû agrandir leur entreprise. Cela signifie qu'ils sont confrontés à une montagne de dettes suite à l'achat des terres et à de nouvelles machines agricoles. Ils en ont un grand besoin, puisque le nombre d'emplois dans le domaine de l'agriculture a également diminué.⁸ Que pensent les paysans en entendant la formule incantatoire «la situation de l'Allemagne n'a depuis longtemps plus été aussi bonne»?

Criminalité croissante

La situation critique de l'économie n'est certainement pas la seule raison du mécontentement régnant, d'autres domaines en politique et dans la société se trouvent également dans

Elections au Bundestag en Allemagne: symptômes d'une société divisée

par Karl Müller

Les élections allemandes au Bundestag et la ligne politiquement correcte des débats publics qui ont suivi reflètent une évolution dépassant largement la question de savoir pourquoi le CDU/CSU et le SPD ont tant perdu de soutien et pourquoi l'AfD [Alternative pour l'Allemagne] a atteint presque 13% des voix. L'interaction des partis allemands n'est pas seulement motivée par les questions de pouvoir et ne se réduit pas à un «spectacle» – elle est le symptôme d'une société divisée. Si l'on n'arrive pas à remédier à cette division, la société allemande et la politique allemande ne pourront pas résoudre les tâches urgentes.

Le fait qu'il y ait plusieurs partis politiques et que de nouveaux s'y ajoutent, ne pose pas de problème. Cela fait partie de la démocratie. Il ne faut pas non plus critiquer le fait que les partis proposent différents programmes pour obtenir des votes, au contraire. Ce qui pose problème, c'est la manière dont les différents partis interagissent et les répercussions que cela provoque auprès des citoyennes et citoyens.

Un exemple flagrant est l'accusation des autres partis envers l'AfD d'être un parti de la droite radicale, voire de l'extrême droite. C'est beaucoup plus qu'une simple formule de propagande dans la lutte pour le pouvoir. Une telle accusation empoisonne le climat politique et rend impossible un dialogue honnête – pas seulement avec les militants de ce parti, mais également avec ses électeurs. Car entre temps, à l'Est du pays, ce parti rassemble en son sein le deuxième plus grand groupe d'électeurs et en Saxe même le plus grand. Veut-on vraiment inculquer aux électeurs qu'ils ne sont peut-être eux-mêmes pas d'extrême droite, mais qu'ils ont été incapables de réaliser que le parti qu'ils ont élu est véritablement d'extrême droite?

Les jalons ne sont pas posés pour le dialogue

Mais, en Allemagne, les jalons ne sont pas posés pour le dialogue. Le discours concernant la «responsabilité politique» des représentants de divers partis, notamment des Verts et des

«libéraux» du FDP convoitant le pouvoir, n'est guère crédible, après les longues années d'égo-centrisme et – de facto – de subversion.

Il y a des causes bien plus profondes pour ce manque de dialogue: l'individualisme exagéré, le déconstructivisme post-moderne, l'arbitraire dans le style de vie et le retour de la pensée et de l'action darwinistes en politique, en économie et en société. Elles ont affaibli la cohésion et les liens entre les êtres humains et les citoyens. Tout ceci n'est pas une loi naturelle mais a été engendré sciemment! Là, où il n'est plus possible de discuter avec tout le monde, où l'intérêt de vouloir connaître les réflexions et les positions d'autrui disparaît, et là où il n'y a plus d'écoute et de respect mutuel, il y a un réel danger.

Nicolas de Flue exhorte à s'écouter mutuellement

La Suisse fête cette année le 600^e anniversaire de Nicolas de Flue. Un de ses fameux conseils au Confédérés en quête de paix était de s'écouter et de se rapprocher l'un de l'autre. Il semble qu'à cette époque déjà, certains peinaient à le faire.

Et probablement, cela n'est pas possible sans base commune.

Ernst Fraenkel, un politologue allemand, rentré en Allemagne de son exil après la Seconde Guerre mondiale, fut le fondateur de la «théorie du pluralisme», ayant marqué politiquement l'Allemagne occidentale de l'après-guerre. Selon cette théorie, il y a dans toute société différents intérêts et divers groupements. Quand il s'agit de prendre des décisions politiques, il est donc nécessaire de négocier les différents et de trouver le plus grand dénominateur commun. Fraenkel partait de l'idée que la capacité de chercher ensemble le plus grand dénominateur commun reposait sur un consensus concernant les bases éthiques. Pour lui, celles-ci étaient définies par le droit naturel. De nos jours cependant, cela n'est plus guère pris en compte.

Quels sont les points communs?

Actuellement, il est évident que nous sommes très éloignés de cette approche sensée. Non

seulement entre les Etats mais également entre les citoyens. Quelles en sont les raisons?

Le grand public n'en a guère connaissance, mais elles existent: les personnalités et les groupes cherchant à formuler une éthique pouvant rassembler la plupart des responsables sérieux et la majorité des gens – même à l'échelle planétaire. «Y a-t-il des valeurs morales objectives capables d'unir les hommes et de leur procurer paix et bonheur? Quelles sont-elles? Comment les discerner? Comment les mettre en œuvre dans la vie des personnes et des communautés?» On trouve ces questions au début du premier paragraphe du rapport final de la «Commission théologique internationale» du Vatican, comportant plus de 50 pages. Cette commission a intitulé ce rapport «A la recherche d'une éthique universelle. Nouveau regard sur la loi naturelle.» et l'a présenté en 2009.*

Peut-être faut-il interpréter de manière comparable, mais moins profonde, les propos des présidents russe et américain, de vouloir créer dans leurs Etats une sorte d'«unité de la nation». Les deux pays sont parfaitement conscients des effets désastreux que provoque la fragmentation sociétale. Les Etats-Unis en souffrent de plus en plus et on ne peut que souhaiter aux Américains que, cette fois-ci, il ne s'agisse pas que de pure propagande politique. Le président russe s'efforce, depuis sa première période électorale, de dissoudre la «lutte des classes» des années 1990. Les deux présidents se voient attaqués pour cela.

Les dispositions légales ne suffisent pas

Malgré l'importance centrale des dispositions légales pour les relations internationales et internes aux pays, celles-ci ne peuvent pour elles seules résoudre les problèmes actuels. Cela est illustré par le fait que tant le droit international que le droit national peuvent être bafoués sans que les instances compétentes à s'y opposer entrent en action ou aient la possibilité de le faire.

On n'observe ce manque de volonté et de capacité au dialogue non seulement entre les citoyens, mais également dans les relations

internationales. Il suffit de jeter un coup d'œil sur la politique mondiale. Récemment, un représentant suisse auprès de l'OCDE a prévenu que dans cette grande et importante organisation internationale pour le maintien de la paix et l'entente, il n'existait plus aucun dialogue entre l'Ouest et l'Est: actuellement, on est confronté à l'opposition de points de vue, sans aucun rapprochement. Cette information est symptomatique pour un monde où le terrain commun disparaît de plus en plus.

Il est très peu probable que ceux amplifiant les antagonismes et la polarisation et ne respectant plus le droit s'arrêtent soudainement pour entendre raison. Ils espèrent toujours de profiter de leur méthode. Mais les victimes de cette évolution, donc la plupart des citoyens, peuvent résilier leur consentement. Cela pourrait être une des leçons à tirer des élections au Bundestag – et des événements actuels dans le monde. Nous misons dorénavant sur le dialogue entre personnes égales en droit et se trouvant sur le même pied d'égalité – tant au niveau national qu'international. Là où l'on refuse ou empêche le dialogue, nous refusons toute collaboration. Voilà une sorte de désobéissance civile.

PS: L'actuelle confrontation aiguë en Espagne illustre bien les dangers de la polarisation au lieu de la recherche de solutions négociées à l'amiable pour des problèmes dont l'histoire est longue et complexe. C'est une illusion de croire que de tels développements sont impossibles en Allemagne. La combinaison de réels problèmes complexes (existant également en Allemagne) avec, ou la volonté d'attiser le feu, ou l'incapacité et le manque de volonté des responsables de rechercher une solution négociée acceptable pour toutes les parties concernées, peut faire émerger des conflits au sein d'Etats et de populations ne pouvant que très difficilement être réglés de manière pacifique. •

* www.vatican.va/roman_curia/congregations/cfaith/cti_documents/rc_con_cfaith_doc_20090520_legge-naturale_fr.html; cf. aussi *Horizons et débats* n° 14/15 du 26 juin 2017

«Quelle est la situation des gens ...»

suite de la page 6

une situation critique. Toujours est-il qu'une discussion est mal vue, surtout quand il s'agit de la politique migratoire. La majorité des Allemands n'est pas hostile aux étrangers. L'Allemagne a toujours su intégrer des personnes venues d'ailleurs, tels les Polonais, les Italiens et les Turcs. Beaucoup d'entre eux se sont bien intégrés et font partie de la société et de l'Etat allemand.

Bien sûr, en tant que citoyens allemands, nous respectons le droit à l'asile: quiconque est en danger de vie est le bienvenu et on l'aidera. Aucun parti allemand n'a remis cela en question. Mais, il est inconcevable de provoquer partout dans le monde des guerres détruisant l'existence des gens puis de les inciter à s'enfuir en Europe. Que font le gouvernement allemand, les partis politiques établis, les médias etc. pour empêcher ces guerres scandaleuses? Plus ou moins tous soutiennent ces guerres entreprises en violant le droit international: pensons à la Yougoslavie, l'Afghanistan, la Libye ou la Syrie. On nourrit artificiellement des conflits et des émeutes dans une grande partie de l'Afrique. Des hommes politiques corrompus sont placés ou soutenus au pouvoir. Tout cela afin de pouvoir plus facilement exploiter les matières premières telles le coltan, les pierres précieuses etc. Car un peuple se trouvant sans cesse en guerre n'est pas capable d'établir un Etat de droit, d'installer des autorités judiciaires et des forces de police pour s'opposer aux pillards. Maltraité et martyrisé, le Congo (RDC) en est un parfait exemple.

Dans d'autres pays, comme en Libye, on a renversé un gouvernement stable et fonctionnant. Il y avait des structures garantissant du travail, un système de santé publique, l'éducation des jeunes et un système judiciaire plus ou moins opérationnel. Aujourd'hui, tout est détruit et la Libye est un «Etat en déli-

quescence». Il ne peut plus aider à résoudre la crise migratoire, puisque il en fait partie.

Ce n'est pas le moment de faire l'analyse de l'implication de l'Allemagne dans ces conflits et ces guerres. Il paraît pourtant clair que l'Europe ne peut pas accueillir tous ceux qui en souffrent. Sinon ce sera l'Allemagne qui finira par s'écrouler. D'abord sur le plan économique mais aussi en ce qui concerne l'intégration de toutes ces personnes. Actuellement, il est évident que seule une petite partie des réfugiés pourra être intégrée dans le marché du travail. Cependant, tout réfugié reconnu a le droit à un logement pour lui et sa famille. La crise de logement existait déjà bien avant le flux migratoire. Actuellement, on construit partout des logements. De nombreux Allemands réalisent que les réfugiés obtiennent souvent des appartements qu'eux-mêmes ne pourraient pas se payer. Ils savent également que tout cela doit être payé par quelqu'un et que ce sont les citoyens allemands qui passent à la caisse par leurs impôts. Il est indéniable que cela mène au mécontentement.

Beaucoup de personnes arrivant chez nous pensent que nous roulons tous sur l'or. Cela crée une attitude exigeante que de nombreux citoyens réalisent et cela ne leur plaît pas non plus. Le taux de criminalité augmente, bien que ces méfaits soient commis par une minorité des étrangers, on ne peut plus le cacher et souvent les gens le vivent quotidiennement ou en sont même touchés personnellement. Parler avec condescendance d'«angoisses diffuses» de la part de la population suscite une indignation qui ne doit pas étonner. En plus, il faut savoir que la plupart des réfugiés dans notre pays n'ont pas la moindre idée, ni de notre démocratie, ni de notre Etat de droit. Pourtant, pour garantir la cohésion sociale, il est nécessaire que les habitants et les citoyens d'un pays en acceptent et soutiennent la législation. Tout cela prouve que les grands problèmes mondiaux demandent d'autres solutions que l'accueil en Europe de tous les déshérités.

Les enfants n'apprennent plus assez

Suite aux résultats de diverses élections régionales de cette année, il s'est avéré qu'un grand nombre de parents sont mécontents du fait que leurs enfants apprennent de moins en moins à l'école. En Rhénanie du Nord-Westphalie et au Bade-Wurtemberg, les électeurs viennent de passer un savon aux responsables gouvernementaux. Et cela bien que les habitants de l'Allemagne de l'Ouest soient déjà habitués depuis bien trop longtemps à des programmes scolaires farfelus. Après la Réunification, le nouveau système éducatif a provoqué un choc dans l'Est de l'Allemagne. Les habitants de l'ancienne RDA (appelés «Ossis») sont de bons observateurs et sont habitués à penser historiquement. Ils savent parfaitement que l'éducation en RDA – mise à part l'influence idéologique – était meilleure et plus solide, surtout dans les domaines des mathématiques et des sciences. Il n'est pas nécessaire d'avoir la nostalgie de la RDA pour s'en rendre compte.

De nouveaux modèles familiaux?

Pour la plupart des habitants des nouveaux «Länder», la famille est centrale. C'était semblable à l'époque du communisme. Se retrouvant dans une liberté inconnue, ils se rendirent rapidement compte que l'Ouest propageait des modèles familiaux bizarres et qu'on leur demandait de les soutenir. Sinon, ils étaient marginalisés, exclus et insultés. D'ailleurs, beaucoup d'Allemands de l'Ouest ne sont pas non plus d'accord, mais ils n'osent plus le dire à haute voix.

Les familles dans les nouveaux «Länder» voient leurs jeunes partir à l'Ouest parce qu'il n'y a pas assez de travail chez eux. Même des pères de famille travaillent à l'Ouest pendant la semaine pour retourner chaque week-end chez leur famille en Saxe ou en Thuringe. En 2016, 327 000 pendulaires faisaient la navette entre leur domicile et leur lieu de travail.⁹ Est-ce vraiment ce qu'on entend par une meil-

leure vie? Les Allemands de l'Est réalisent pertinemment qu'il y a pour les Allemands de l'Ouest des non-dits, une dictature de l'opinion, des lignes rouges à ne pas franchir. Un jour, l'un d'eux m'a dit: «En RDA, on savait ce dont on avait le droit de parler et ce dont il ne fallait pas parler. On savait aussi qui tirait les ficelles. Tout était clair et transparent. Maintenant, après la Réunification, la dictature de l'opinion est beaucoup plus compliquée et opaque et il y a de multiples pièges. Tout se passe sous couvert et il est très difficile d'identifier les responsables.»

Ce ne sont que quelques sujets qu'il faut mettre sur la table. Il y a certainement encore davantage de problèmes à résoudre, et ce ne sont pas pour tous les citoyens les mêmes. Cependant, une chose est claire: il faut pouvoir en débattre ouvertement. Et en plus: les citoyens ne veulent pas seulement avoir le sentiment d'être pris au sérieux, ils veulent réellement être pris au sérieux. Cela signifie: avoir son mot à dire. Il n'y pas d'alternative à la démocratie directe! •

(Traduction *Horizons et débats*)

¹ SRF, *Echo der Zeit*, Interview de Rita Süßmuth du 26/9/17

² p. ex. *Manuela Schwesig*, SPD, dans une discussion télévisée le soir des élections, 24/9/17

³ «Luzerner Zeitung» du 20/9/17

⁴ www.focus.de/finanzen/altersvorsorge/rente/kontostand/durchschnittsrente_aid_19622.html

⁵ cf. «Fast jeder zweite neue Arbeitsvertrag ist befristet» in: *Zeit online* du 12/9/17

⁶ cf. magazin.sofatutor.com/lehrer/2016/11/03/infografik-arbeitslosigkeit-und-befristete-vertraege-bei-lehrkraeften/

⁷ «Deutsche Industrie fürchtet Russlandsanktionen». *Spiegel online* du 4/8/17

⁸ cf. Données de base de l'agriculture allemande: www.veggiday.de/landwirtschaft/deutschland/220-landwirtschaft-deutschland-statistik.html

⁹ cf. www.manager-magazin.de/politik/deutschland/pendler-fahren-immer-weitere-strecken-a-1077768.html

«iigfädlet» – Histoire du textile en Suisse orientale

Expositions et manifestations jusqu'au 29 octobre 2017

par Brigitte von Bergen

Huit musées dans les cantons de Saint-Gall et d'Appenzell Rhodes-Extérieures participent à la présentation de l'histoire régionale du textile. Car «la Suisse orientale fait sans aucun doute partie des régions historiques du textile les plus remarquables; pas seulement en Suisse mais aussi en Europe», déclare *Matthias Weishaupt*, Président du Conseil d'Etat [«landammann»] d'Appenzell Rhodes-Extérieures, lors du vernissage de l'exposition au Musée du textile de Saint-Gall. A la campagne, on fabriquait, soit à domicile, soit dans les fabriques, des tissus pour le marché mondial qu'on commercialisait dans les centres. Aujourd'hui encore, on brode ici des tissus de haute valeur pour une clientèle internationale. La curatrice du musée *Isabelle Chappuis* s'est réjouie, lors de son discours inaugural de la collaboration réussie.

Dans un livre richement illustré, les huit expositions et leurs aspects historiques sont présentés (attention aux heures d'ouverture!). En fait partie la situation de vie des personnes qui y ont vécu et travaillé. On y demande qui a «iigfädlet, gstickt, gwobe, gscherlet ond konfektioniert» [enfilé, brodé, tissé, coupé et confectionné] (*Landammann Weishaupt*).

«Les producteurs et les manipulateurs. L'industrie du textile en Suisse orientale» (Musée du textile de Saint-Gall)

L'exposition est constituée de 5 domaines: les producteurs & manipulateurs, les ouvriers, les concepteurs, les créateurs et les entrepreneurs. Les échantillons exposés de tissus brodés sont riches en broderies, en motifs et en couleurs. Les motifs des tissus de la broderie de Saint-Gall sur coton blanc sont rassemblés dans de grands répertoires de motifs. On peut contempler quelques superbes robes dans les vitrines, brodées avec le point rabattu ou avec la broderie traditionnelle de Saint-Gall ou avec de très jolies dentelles de guipure, ainsi que des rideaux en tulle avec leurs fines broderies. Les concepteurs ont développé des tissus toujours plus nobles et plus spéciaux, richement brodés pour la Haute Couture, et des tissus de décoration luxueux pour les salons. Bien qu'aujourd'hui, on travaille à la machine, les broderies d'Appenzell faites à la main sont encore utilisées pour la fabrication des costumes traditionnels.

«Recherche de commissionnaires – métiers dans l'industrie du textile» (Musée du folklore en Appenzell à Stein)

Au XIX^e siècle, Appenzell Rhodes-Extérieures se transforma d'une région purement agricole et alpestre en un canton de production de textile hautement industrialisé. Cela se reflète par exemple dans les petites annonces pour emplois de la «Appenzeller Zeitung» de 1828 jusqu'aux années de crise aux alentours de la Première Guerre mondiale. Les entreprises du textile de Suisse orientale y cher-



Garçon assis derrière un métier à tisser vers 1920/30 (photo © Heinrich Bauer, Staatsarchiv AR)



Répertoires de motifs, au musée Prestegg d'Altstätten. (photo bvb)

chaient des hommes et des femmes pour le travail en fabrique ou à domicile. Un grand nombre de ces métiers recherchés dans ces annonces sont aujourd'hui inconnus: en quoi consistait l'activité de la «Andreherin», du «Fergger» [commissionnaire], de la «Fluderstickerin», de la «Verschneiderin» ou du «Streicher» travaillant avec de la dentelle en soie?

Le travail d'enfants est également thématique, car au XIX^e siècle, celui-ci n'était dans aucun canton suisse aussi répandu qu'en Appenzell Rhodes-Extérieures. La première loi des fabriques de 1877 interdisait certes l'embauche d'enfants de moins de 14 ans; toutefois, ces paragraphes ne valaient pas pour les enfants travaillant à domicile. Cela avait aussi des conséquences au niveau social, puisque le travail dans les ateliers de tissage situés dans des caves humides était non seulement mal rémunéré, mais également nuisible à la santé.

L'exposition donne un aperçu sur le monde des métiers disparus depuis longtemps dans les entreprises de tissage, de broderie et d'ennoblissement. Dans le canton d'Appenzell, on peut aujourd'hui encore admirer les ateliers de tissage et les locaux de broderie typiques.

«Filage, maillage, mercerisation – le travail en fabrique» (Musée de Herisau)

Ici, on présente également des entreprises de textile d'Appenzell Rhodes-Extérieures actuelles. La première «fabrique» dénommée ainsi en Appenzell fut fondée en 1737 à Herisau – une imprimerie sur textile. La mécanisation débutant en 1780 ouvrit la voie à cette fabrique existant aujourd'hui encore. Des milliers de mains s'occupaient à cette époque de blanchir, de filer, de mailler, etc. Aujourd'hui, ces entreprises se concentrent d'une part sur l'ennoblissement des tissus en coton et d'autre part sur les tissus innovateurs pour la médecine,

l'architecture, l'industrie automobile et les entreprises de production.

«Textil Haus-Ansichten au Toggenbourg» (Musée Ackerhus d'Ebnat-Kappel)

L'architecture des maisons du Toggenbourg et l'histoire du textile en Suisse orientale sont étroitement liées depuis 400 ans. Jusqu'aujourd'hui, les ateliers de tissage humides, les locaux de broderie à grandes fenêtres, la maison du commerçant, les fabriques et les quartiers d'ouvriers modernes ainsi que les belles demeures des fabricants sont témoins du travail du textile en Suisse orientale.

«Habillement maison – de la parure au vêtement» (Zeughaus Teufen)

A Teufen, il s'agit du traitement des tissus. Ici, le visiteur peut observer les artisans au travail, directement transmis des ateliers. A l'aide de croquis, on peut participer à la création d'objets et de vêtements en tissus, du slip aux chaussures de sport. Les produits finis seront présentés à la fin de l'exposition lors d'un défilé de mode.

«Pays frontière – Jacob Rohner et la broderie dans la vallée du Rhin» (Musée Prestegg à Altstätten)

La vallée saint-galloise du Rhin se développa énormément à la suite de l'invention de la machine à broder manuelle dans les années 1850. Les familles de brodeurs acquirent à crédit une machine à broder, ajoutèrent un local de broderie à leur maison et toute la famille travaillait presque jour et nuit. Avec l'introduction de la machine à broder à navette vers la fin du XIX^e siècle, la production se transforma de plus en plus en direction de la production en fabrique. *Jacob Rohner* mita sur ce changement. Bientôt, il posséda cinq fabriques. L'exposition montre de nombreux tissus magnifiquement brodés et des vêtements venant de mains privées. La quatrième génération de propriétaires vendit l'entreprise de tradition en 1988 à *Forster Willi AG*, aujourd'hui *Forster Rohner AG*. Les chaussettes Rohner sont toujours fabriquées à Balgach et sont connues dans toute la Suisse.

«Maille filée – chances et responsabilité sociale» (Musée de Heiden)

La fabrique de chaussettes et de bas, fondée en 1930 à Heiden était le signe d'un développement avancé. Elle produisit des chaussettes chaudes et des bas solides jusque dans les années 1950, où les bas en nylon conquièrent le marché. Les nouveaux matériaux demandaient de nouvelles machines et des investissements élevés. Malheureusement, l'entreprise fit faillite en 1993. Dans l'exposition, des habitants et d'anciens collaborateurs parlent de ce développement décisif et décrivent à quel point cette fabrique de chaussettes avait été importante pour eux.

«Le travail dans le secteur du textile – passion ou destin» (Musée des traditions d'Appenzell à Urnäsch)

Urnäsch n'a jamais été dominé par l'industrie du textile. Ici, les fromageries d'alpage, l'agriculture et l'artisanat se trouvaient au premier plan. L'exposition focalise sur l'époque après 1950. Dans des interviews filmées, diverses personnes parlent de manière impressionnante de leur travail quotidien.

Histoire du textile de la Suisse orientale

L'époque du lin – l'or blanc de 1200 à 1700

Depuis le Moyen-Age, on fabrique en Suisse orientale des tissus en lin exclusivement pour l'exportation. On appelle le lin également l'«or blanc», car le commerce avec ce tissu apportait une grande richesse aux marchands. En revanche, les revenus des travailleurs, des artisans et des paysans restaient fort modestes et aléatoires.

La linette, ou graine de lin, pousse très bien dans la région du lac de Constance. Les habitants de Saint-Gall produisaient du tissu de lin de très grande qualité. Ces tissus furent négociés au niveau international dès le XIII^e siècle. Le réseau commercial s'étendit de l'Afrique du Nord jusqu'en Russie et en Turquie.

Le coton – les débuts de l'industrialisation de 1750 à 1850

A partir de 1730, le coton d'Afrique moins onéreux remplace de plus en plus le lin. A peine cinquante ans plus tard, l'industrialisation explose en Angleterre, ce qui modifie profondément l'industrie textile suisse.

L'avènement du coton mène en Suisse orientale d'abord à la production de tissus mélangés, appelés futaines, puis de tissus en

pur coton. Les tissus en coton très fin, appelés mousselines, sont particulièrement recherchés.

En Suisse, les premières machines à filer furent installées dans le couvent de Saint-Gall vers 1800. Le travail manuel des fileurs et des tisseurs fut évincé par les machines. Les premières fabriques apparaissent. Grâce à son industrie textile, la Suisse est vers 1800 le pays à la plus forte concentration de machines sur le continent européen. Le canton de Zurich était alors le centre de la filature mécanique en Suisse.

L'époque de la broderie – «Les années fastes» de 1850 à 1914

A partir de 1750, les tissus en coton sont ornés de broderies en Suisse orientale. Cela se réalise d'abord à la main, mais à partir de 1850 de plus en plus à l'aide de machines.

Le succès de la broderie repose sur la tradition de diviser la production en diverses étapes: filer, tisser, broder, finition.

Différentes entreprises ou personnes hautement spécialisées s'occupent de ces divers travaux. Saint-Gall est internationalement renommée jusqu'en 1912 grâce à la broderie mécanique. La technique de la production mécanique de la «broderie anglaise» ou de

la «Guipure» [dentelle de fil ou de soie sans fond, dont les motifs sont espacés, ndt.], a été inventée ici et a contribué à rendre Saint Gall connue dans le monde entier. Les broderies sont particulièrement appréciées en Amérique et en France.

La crise de la broderie de 1914 à 1950

Vers 1912, l'industrie de la broderie en Suisse orientale connaît son apogée. Les deux tiers des ouvriers y vivaient de la broderie. Mais à peine dix ans plus tard, on parle d'une «crise majeure». Jusqu'en 1930, on élimina en Suisse orientale près de 17000 machines à broder. Les primes de «mise à la casse» furent financées par l'Etat, pour éliminer l'orientation unilatérale de la Suisse orientale vers l'industrie textile. La pauvreté s'étendit.

La Suisse orientale de 1945 à aujourd'hui

Actuellement, les entreprises se concentrent sur des produits de niches de haute valeur ajoutée pour la Haute Couture, la lingerie ou des tissus innovants pour la médecine, l'architecture ou l'industrie automobile.

Source: Ostschweizer Rundschau du 6/9/17 (Traduction Horizons et débats)

Événements dans les divers musées en octobre 2017

- 25.10. mercredi, 19h Cinétreff Herisau: «Das Menschlein Matthias» (film en dialecte)
- 27.10. vendredi, 19h Appenzeller Brauchtumsmuseum à Urnäsch: «Textilfabriken in Urnäsch» (conférence)
- 29.10. dimanche, de 14h à 16h Zeughaus Teufen: «Kleider machen Leute machen Kleider III: Ergebnisse» (défilé de mode)
- 29.10. dimanche, 14h musée Ackerhus à Ebnat-Kappel: tour guidé public
- 29.10. dimanche, 11h musée à Heiden: «Finissage mit öffentlicher Führung»